

Fortaleza rapport: Deuxième Sommet mondial de la Coalition pour l'alimentation scolaire



La Coalition pour l'alimentation scolaire a été lancée lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021 avec un objectif clair : garantir que chaque enfant, partout dans le monde, ait accès à une alimentation scolaire saine et nutritive d'ici 2030. Dirigée par les États membres et soutenue par un secrétariat hébergé par le Programme alimentaire mondial (PAM), la Coalition est rapidement devenue l'une des plateformes d'action multilatérales les plus dynamiques. Aujourd'hui, elle rassemble plus de 110 pays, 150 partenaires et six organismes régionaux, unis autour d'un engagement commun à renforcer les programmes nationaux d'alimentation scolaire en tant que moteurs de l'apprentissage, du capital humain et de la transformation des systèmes alimentaires.

Des progrès significatifs ont été accomplis en quelques années seulement. Selon le rapport « Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2024 », les programmes d'alimentation scolaire touchent désormais 466 millions d'enfants à travers le monde, soit une augmentation de près de 80 millions depuis 2020 et une croissance globale de 20 %. Les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, où les besoins sont les plus importants, ont enregistré la croissance la plus rapide, avec un élargissement de la couverture de près de 60 % en seulement deux ans. Les investissements mondiaux dans l'alimentation scolaire ont atteint 84 milliards de dollars américains par an, dont 99 % sont financés par les gouvernements nationaux, ce qui confirme qu'il s'agit désormais d'une priorité de politique publique et non plus d'un programme d'aide. L'Afrique a été le moteur de cette croissance, avec 20 millions d'enfants supplémentaires bénéficiant des programmes d'alimentation scolaire, tandis que des pays comme le Canada, l'Indonésie et l'Ukraine ont lancé ou étendu pour la première fois des initiatives à l'échelle nationale.

Le deuxième Sommet mondial de la Coalition pour l'alimentation scolaire, qui s'est tenu les 18 et 19 septembre 2025 à Fortaleza, au Brésil, sous le haut patronage du président Lula da Silva, a confirmé cette dynamique accélérée. Le Sommet a réuni environ 80 États membres de la Coalition, dont plus de 30 au niveau ministériel, et une soixantaine d'organisations partenaires, qui ont fait le point sur les progrès accomplis depuis le premier Sommet mondial à Paris en 2023 et ont défini une nouvelle vision pour les années à venir. Les discussions ont porté sur les [**six priorités de la Coalition**](#) définies par la taskforce de la Coalition pour 2025-2026 :

1. Faire de l'alimentation scolaire une priorité politique et budgétaire à l'échelle mondiale et élargir l'accès à un financement durable
2. Passer des engagements à l'action au niveau national
3. Renforcer les données probantes pour une meilleure prise de décision et des programmes plus rentables
4. Mesurer les résultats et rendre compte des progrès de la Coalition
5. Donner aux villes et aux municipalités les moyens de progresser
6. Donner la priorité à une participation de haut niveau à la prochaine réunion mondiale et aux événements de plaidoyer connexes

Les gouvernements ont présenté des réalisations concrètes, allant de l'élargissement rapide de la couverture et de la nouvelle législation à l'augmentation des investissements, au renforcement des normes de nutrition, aux systèmes de surveillance numériques, aux modèles d'approvisionnement locaux et aux stratégies de financement durable. Le Sommet a été un moment important de mobilisation collective, les États membres annonçant de nouveaux engagements nationaux, portant le total à 66 et faisant preuve d'un leadership fort.

Les partenaires ont présenté des initiatives complémentaires dans les domaines de la recherche, du climat, de l'éducation et de l'action municipale. Tout au long des discussions, un message commun s'est dégagé : l'alimentation scolaire est un outil stratégique pour améliorer les résultats de l'apprentissage, renforcer la protection sociale, stimuler les économies locales, faire progresser l'égalité des genres, promouvoir une alimentation plus saine et soutenir des systèmes alimentaires durables et résilients. Le Sommet de Fortaleza a marqué une nouvelle étape importante pour la Coalition, en définissant une vision renouvelée et des priorités collectives pour les années à venir, alors que les pays s'efforcent de parvenir à un accès universel à une alimentation scolaire nutritive d'ici 2030.

Le Sommet s'est achevé par la [**déclaration finale**](#)¹ des coprésidents, qui résume les principaux résultats du deuxième Sommet mondial et les prochaines étapes pour la Coalition.

Alors que la déclaration finale rend compte des résultats obtenus, le présent rapport offre un compte rendu complet des travaux du Sommet, y compris un résumé de toutes les interventions des pays membres et des partenaires. Il est destiné aux gouvernements, aux partenaires et aux parties prenantes qui souhaitent obtenir des informations détaillées sur les discussions et les engagements pris lors du Sommet.



De gauche à droite : Mme Fernanda Pacobahyba, présidente du Fonds national pour le développement de l'éducation (FNDE), Brésil ; S.E. M. Thani Mohamed-Soilihi, ministre délégué à la Francophonie et aux Partenariats internationaux, France ; S.E. M. Ville Tavio, ministre du Commerce extérieur et du Développement, Finlande ; Mme Valerie Guarnieri, directrice générale adjointe, Opérations de programme, Programme alimentaire mondial.

¹ La déclaration finale est disponible en anglais, français, portugais et espagnol sur la page du site web de la Coalition pour l'alimentation scolaire consacrée au sommet : <https://schoolmealscoalition.org/2nd-global-summit-school-meals-coalition>

1. Séance d'ouverture : leadership politique et engagement mondial renouvelé

Le Sommet s'est ouvert sur une affirmation forte du rôle de l'alimentation scolaire comme l'une des politiques publiques les plus efficaces pour promouvoir l'équité, l'apprentissage, la santé et le développement humain. Les dirigeants du Brésil, de la France, de la Finlande, du PAM et des autorités locales ont souligné que garantir à chaque enfant l'accès à des repas nutritifs à l'école est à la fois un impératif moral et un investissement stratégique dans l'avenir des nations. Leurs interventions ont donné le ton d'un Sommet axé sur l'action, la solidarité et la responsabilité partagée, présentant le programme national brésilien d'alimentation scolaire comme un modèle de collaboration intersectorielle et de responsabilité partagée, contribuant directement à la Priorité 1 de la Coalition pour l'alimentation scolaire : faire de l'alimentation scolaire une priorité politique et budgétaire à l'échelle mondiale.

Brésil – Première dame et ambassadrice du Brésil pour l'alimentation scolaire, Janja Lula da Silva

S'exprimant en tant qu'ambassadrice du Brésil pour l'alimentation scolaire dans un message vidéo, Mme Janja Lula da Silva a souligné que l'alimentation scolaire n'est pas seulement de la nourriture, mais aussi un moteur de santé, d'apprentissage, de citoyenneté et d'espoir. Elle a rappelé les revers causés par des années de désinvestissement et a salué la volonté politique renouvelée qui a aidé le Brésil à sortir une fois de plus de la carte de la faim, grâce à des stocks alimentaires publics plus importants, à la suppression des aliments ultra-transformés des repas scolaires, au soutien à l'agriculture familiale et paysanne, et au respect des cultures alimentaires indigènes et traditionnelles. Le message soulignait l'impact transformateur de l'alimentation scolaire sur l'éducation des filles et établissait un lien entre l'engagement historique du président Lula, selon lequel chaque enfant doit avoir droit à un petit-déjeuner, un déjeuner et un dîner, et l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, lancée dans le cadre du G20. Il se concluait par un rappel fort :

**« chaque repas scolaire servi
est aussi une graine pour l'avenir ».**

Brésil – Fernanda Pacobahyba, présidente du Fundo Nacional de Desenvolvimento da Educação (FNDE)

La présidente Fernanda Pacobahyba a réaffirmé l'engagement du Brésil en faveur de l'alimentation scolaire en tant que pilier de l'éducation et de la justice sociale, soulignant l'ampleur du Programme national d'alimentation scolaire (PNAE) du Brésil, qui sert 50 millions de repas par jour, et sa règle pionnière exigeant qu'au moins 30 % des ressources fédérales destinées aux repas scolaires soient utilisées pour acheter des produits alimentaires auprès des agriculteurs familiaux, avec des plans visant à porter le minimum national à 45 %, ainsi que l'accent mis sur l'inclusion des agricultrices et la pertinence culturelle. Pour le Brésil, la coopération internationale sera essentielle pour garantir que les 724 millions d'enfants en âge scolaire reçoivent des repas nutritifs d'ici 2030.

France – Ministre délégué chargé de la Francophonie et des Partenariats internationaux Thani Mohamed-Soilihi

La France a souligné que l'alimentation scolaire était un outil d'équité et de transition écologique, citant les 140 millions d'euros investis par la France depuis 2021, les 30 milliards de dollars mobilisés lors du Sommet Nutrition for Growth et son soutien à l'Ukraine, qui a fourni des repas à 150 000 élèves pendant la guerre. Le ministre a salué le rôle de la Coalition pour l'alimentation scolaire dans l'aide apportée à des dizaines de millions d'enfants supplémentaires et a appelé à la mise en place de systèmes de données plus solides et à une action urgente pour garantir que chaque enfant reçoive un repas scolaire sain.

Finlande – Ministre du Commerce extérieur et du Développement Ville Tavio

La Finlande a souligné sa tradition centenaire en matière d'alimentation scolaire gratuite et son impact transformateur sur l'égalité, la croissance économique et le capital humain. Le ministre a réaffirmé l'engagement de la Finlande en tant que coprésidente des programmes dirigés par les pays, soulignant que les gouvernements doivent rester maîtres de leurs systèmes. Il a encouragé le renforcement des partenariats, y compris avec le secteur privé, afin d'accroître l'efficacité et l'innovation, et a appelé à des progrès en matière de financement durable, d'outils de suivi et d'équité.

Programme alimentaire mondial – Directrice générale Cindy McCain

Cindy McCain a décrit l'alimentation scolaire comme l'un des outils les plus puissants pour changer des vies, en particulier celles des filles. Elle a exhorté les gouvernements à renforcer leur leadership et leur solidarité face aux crises alimentaires mondiales, soulignant que les actions d'aujourd'hui peuvent transformer le monde de demain.

Brésil – Renata Silveira Carvalho, Cour fédérale des comptes (TCU)

Renata Silveira Carvalho a souligné le rôle de la Cour en matière de contrôle et de gouvernance, en établissant un lien entre l'alimentation scolaire et les engagements nationaux en faveur des objectifs de développement durable (ODD) et le leadership du Brésil au sein de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI). Elle a réaffirmé l'engagement de la Cour en faveur du partage mondial des connaissances et d'une responsabilité accrue.

Brésil – Evandro Leitão, maire de Fortaleza

Le maire a présenté la réforme de Fortaleza, lancée en 2025, qui consiste à fournir quotidiennement des repas riches en protéines à 270 000 enfants et à intégrer la culture alimentaire locale. Il a souligné les liens avec l'agriculture familiale et les efforts municipaux plus larges de lutte contre la faim, présentant l'alimentation scolaire comme un fondement de la justice sociale et de la cohésion communautaire.

Brésil – Wellington Dias, ministre du Développement social

Le ministre Dias a souligné que le Brésil avait permis à 29 millions de personnes de sortir de la faim et a présenté le programme national d'alimentation scolaire du Brésil comme un élément central de cette réussite, contribuant à l'apprentissage et au développement rural. Il a appelé à la coopération internationale pour élargir l'accès à des repas scolaires nutritifs.

Brésil – Camilo Santana, ministre de l'Éducation

Le ministre Santana a salué la présence de 80 délégations et les 70 ans d'existence du programme d'alimentation scolaire du Brésil, un programme universel et gratuit qui fournit près de 10 milliards de repas par an. Il a réaffirmé l'engagement du Brésil en tant que coprésident de la Coalition pour l'alimentation scolaire, appelant à une coopération plus étroite, à de meilleures normes de nutrition et à davantage d'investissements.

Brésil – Elmano de Freitas, gouverneur de Ceará

Le gouverneur de Freitas a souligné la double priorité du Ceará en matière de sécurité alimentaire pour les familles, notamment grâce au programme « Ceará contre la faim » qui sert 130 000 repas par jour, et de développement rural grâce à l'achat direct auprès des petits agriculteurs. Le Ceará a approuvé une nouvelle loi interdisant les aliments ultra-transformés dans toutes les écoles d'ici 2027, positionnant ainsi l'État comme un pionnier national en matière de santé et de nutrition infantiles.

Brésil – Vice-président Geraldo Alckmin

Le vice-président Alckmin a affirmé qu'aucune politique publique n'était plus importante que celles qui soutiennent le développement des enfants. Il a salué les progrès réalisés par le Brésil, qui a permis à près de 30 millions de personnes de sortir de la faim, et a réaffirmé que donner la priorité à l'éducation et à la nutrition était un choix stratégique pour l'avenir.

2. Progrès mondiaux : situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2024 et engagements nationaux

La première session a mis en évidence les progrès collectifs réalisés depuis le lancement de la Coalition pour l'alimentation scolaire et a célébré la publication du rapport « Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2024 ». L'alimentation scolaire s'est rapidement développée dans toutes les régions, grâce à un leadership politique fort, à l'augmentation des investissements nationaux et à un engagement commun à placer l'alimentation scolaire au centre des stratégies nationales de développement.

Les pays ont présenté un large éventail de réalisations : nouvelles lois, stratégies nationales, mécanismes de financement nationaux, systèmes de suivi numériques, élargissement de la couverture et renforcement des liens avec l'agriculture familiale et la nutrition, reflétant la Priorité 2 : passer des engagements à l'action au niveau national et la Priorité 4 : mesurer les résultats et rendre compte des progrès. Ensemble, leurs interventions ont clairement confirmé que l'alimentation scolaire est désormais reconnue à l'échelle mondiale comme une politique publique fondamentale pour l'équité, l'éducation, la nutrition et la résilience.

Aperçu mondial – Situation de l'alimentation scolaire dans le monde

Le rapport « Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2024 », une publication phare du Programme alimentaire mondial réalisée dans le cadre de l'Initiative sur le Suivi et les Données de la Coalition pour l'alimentation scolaire, montre que les programmes d'alimentation scolaire touchent désormais 466 millions d'enfants, soit une augmentation de près de 80 millions depuis 2020. Au cours des deux dernières années, la croissance la plus rapide a été enregistrée dans les pays à faible revenu, avec une augmentation de 60 %, et en Afrique, près de 20 millions d'élèves supplémentaires sont désormais couverts, principalement grâce à un financement national. Les investissements mondiaux ont atteint 84 milliards de dollars américains, soit environ 36 milliards de dollars de plus qu'en 2022, dont 99 % proviennent des budgets nationaux, ce qui témoigne d'une forte implication des gouvernements. Le rapport met également en avant la base de données sur l'alimentation scolaire, lancée et développée par l'Initiative sur le Suivi et les Données au début de l'année 2025, qui constitue la première plateforme unifiée regroupant des données complètes sur les programmes d'alimentation scolaire de plus de 170 pays.



Au moins

466

MILLIONS D'ENFANTS

bénéficient de
programmes
d'alimentation scolaire
dans le monde



Investissement mondial actuel

US\$84

MILLIARDS

par an



Au moins

107

PAYS

disposent désormais
d'une politique
d'alimentation scolaire

Burundi

Le Burundi a réaffirmé sa détermination à développer l'alimentation scolaire nationale en tant que priorité nationale phare : il vise à faire passer la couverture de 24 % à 50 % d'ici 2027 et à atteindre l'accès universel d'ici 2032. Les plans prévoient la mise à jour du programme national, le renforcement des normes de nutrition et l'intégration de l'enrichissement des aliments en collaboration avec le ministère de la Santé. Le gouvernement a souligné que la coordination interministérielle et l'approvisionnement local étaient essentiels pour la durabilité.

Cameroun

Le Cameroun a présenté les principales avancées réalisées dans l'institutionnalisation de l'alimentation scolaire en tant que politique publique nationale. Le pays a récemment validé sa stratégie d'alimentation scolaire nationale et sa stratégie nationale de financement durable, marquant ainsi une transition claire des projets soutenus par des acteurs extérieurs vers un programme mené par le gouvernement. Pour la première fois, l'alimentation scolaire a été incluse dans le cadre budgétaire national, et les allocations nationales seront progressivement augmentées. Le Cameroun a annoncé des plans de missions de renforcement des capacités dans toutes les régions afin de consolider la mise en œuvre locale, de renforcer les systèmes de suivi et de garantir que le programme devienne un élément durable du secteur de l'éducation.

République centrafricaine

Le programme passera de 174 000 à 230 000 bénéficiaires en 2025. Le gouvernement est en train de mettre en place une direction nationale de l'alimentation scolaire afin de coordonner les politiques, de garantir la responsabilité du programme et de promouvoir l'intégration de l'alimentation scolaire dans le cadre de réformes plus larges du secteur de l'éducation. Dans un contexte de vulnérabilité généralisée, le pays établit un lien entre l'alimentation scolaire et l'agriculture locale et la participation communautaire afin de renforcer la résilience.

Chili

Le Chili a réaffirmé son engagement à améliorer la qualité nutritionnelle, la portée et la coordination intersectorielle de son programme national d'alimentation scolaire. Le gouvernement s'attache à renforcer la coopération entre les ministères de l'Éducation, du Développement social et de la Santé afin de garantir la cohérence des politiques et la qualité des services. Le Chili a exprimé son intérêt pour un engagement plus profond avec la Coalition afin de partager son expérience nationale et d'accéder aux connaissances mondiales sur l'amélioration de la nutrition infantile et de l'environnement alimentaire scolaire.

Cuba

Cuba renforce son programme national d'alimentation scolaire en améliorant la qualité nutritionnelle, l'enrichissement des aliments et la production locale. Les réformes ciblent les chaînes d'approvisionnement et le développement agricole, en mettant fortement l'accent sur l'alignement de l'alimentation scolaire sur les politiques nationales en matière de nutrition et sur la mise à profit de la coopération internationale.

Haïti

Haïti a souligné le rôle stabilisateur que joue l'alimentation scolaire dans un contexte d'insécurité et de difficultés économiques. Le gouvernement donne la priorité à la continuité des services grâce à la coordination avec les acteurs humanitaires et les communautés locales afin de protéger l'apprentissage et la nutrition des enfants dans les régions les plus fragiles.

Indonésie

L'Indonésie étend ses programmes intégrés de nutrition scolaire afin de lutter contre le retard de croissance et la malnutrition. Les actions se concentrent sur l'harmonisation des efforts entre les ministères — notamment ceux de l'éducation, de la santé, de la protection sociale et de l'agriculture — et sur le positionnement de l'alimentation scolaire comme un investissement stratégique dans le capital humain qui renforcera la compétitivité du pays.

République kirghize

La République kirghize continue d'améliorer son programme d'alimentation scolaire, en améliorant les infrastructures des cuisines, les normes des menus et les systèmes d'approvisionnement afin de garantir que les repas soient sains, adaptés à la culture et rentables. Le gouvernement a réitéré son engagement à élargir l'accès et à améliorer la qualité, en particulier dans les écoles isolées et rurales.

Libéria

Le Libéria a souligné que l'alimentation scolaire était essentielle pour la reprise de l'éducation et la résilience. Les plans prévoient le renforcement des structures de gouvernance, l'augmentation de l'appropriation nationale et l'élargissement de la couverture dans les zones mal desservies. L'alimentation scolaire issue de la production locale est considérée comme essentielle pour revitaliser l'agriculture locale et stimuler les moyens de subsistance ruraux.

République démocratique populaire lao

La République démocratique populaire lao a fait état de progrès dans l'extension de la couverture de l'alimentation scolaire aux communautés isolées très vulnérables grâce à une forte participation communautaire, à des jardins scolaires et à l'approvisionnement local. Le gouvernement a réaffirmé que l'alimentation scolaire était essentielle pour améliorer la fréquentation scolaire, réduire le décrochage scolaire et promouvoir un accès équitable à l'éducation.

Luxembourg

Le Luxembourg a réitéré son soutien sans faille à l'alimentation scolaire en tant que pilier essentiel de sa stratégie de coopération internationale, ainsi que son engagement en faveur d'un financement prévisible, du multilatéralisme et d'une élaboration des politiques fondée sur des données probantes, considérant l'alimentation scolaire comme un investissement à haut rendement pour l'apprentissage, l'égalité des genres et l'inclusion sociale. Le Luxembourg a souligné l'importance d'aligner le soutien des donateurs sur les priorités à long terme des gouvernements.

Mali

Le Mali a présenté l'alimentation scolaire comme un outil au service de la paix, de la cohésion et du développement à long terme du capital humain dans un contexte d'insécurité alimentaire, de chocs climatiques et d'instabilité régionale. Le gouvernement intègre l'alimentation scolaire dans les stratégies nationales d'éducation et de protection sociale, améliore la coordination intersectorielle et renforce les systèmes de distribution dans les zones touchées par la crise.

Mauritanie

La Mauritanie a mis en avant ses efforts pour intégrer l'alimentation scolaire dans les politiques nationales de protection sociale et d'éducation. Le gouvernement élargit l'accès dans les zones rurales et vulnérables, renforce la coordination avec les communautés locales et améliore la qualité des programmes. L'alimentation scolaire est reconnue comme un outil essentiel pour améliorer la fréquentation scolaire et soutenir la sécurité alimentaire des ménages.

Philippines

Les Philippines ont fait état de l'expansion continue de leur programme national d'alimentation scolaire, qui met l'accent sur les interventions sensibles à la nutrition. Le gouvernement investit dans l'amélioration des systèmes de suivi, la diversification des menus et la coordination intersectorielle afin de relever les défis liés à l'apprentissage et à la nutrition.

République du Congo

La République du Congo étend la couverture de l'alimentation scolaire et en améliore la qualité grâce à des investissements dans les cuisines scolaires, les systèmes d'approvisionnement et le renforcement des liens avec les agriculteurs locaux. Ces efforts positionnent l'alimentation scolaire comme un moteur de la scolarisation, de la rétention et de l'engagement communautaire, renforçant ainsi son rôle dans l'éducation et le développement social.

République de Corée

La République de Corée promeut une alimentation scolaire intelligente face au climat et soucieuse de la nutrition en augmentant la part des produits agricoles locaux, en réduisant les aliments ultra-transformés et en diminuant les émissions de carbone liées à ses activités. Le gouvernement développe une plateforme publique d'intégration des services alimentaires afin de mettre en relation les fournisseurs et les écoles, favorisant ainsi l'efficacité et la transparence. La Corée prévoit également de créer un organe consultatif public-privé-universitaire, de partager les meilleures pratiques au niveau international et de tirer parti de l'aide publique au développement (APD) et de la coopération Sud-Sud pour adapter son modèle aux besoins des pays partenaires.

Slovénie

La Slovénie renforce son système d'alimentation scolaire nationale en fournissant trois repas par jour dans les écoles maternelles et primaires, ainsi qu'un quatrième repas gratuit dans 90 % des écoles, avec pour objectif de fournir quatre repas gratuits à tous les enfants d'ici 2027. Le pays donne la priorité à l'approvisionnement local, aux aliments biologiques et à la réduction de 50 % du gaspillage alimentaire d'ici 2030. Au niveau international, la Slovénie a multiplié par treize ses contributions à la sécurité alimentaire, en soutenant le PAM en tant que partenaire principal et des initiatives telles que « Grain from Ukraine for Sub-Saharan Africa » (Céréales d'Ukraine pour l'Afrique subsaharienne), des programmes à Gaza et des projets au Kenya et à Madagascar.

Tanzanie

La Tanzanie intensifie l'alimentation scolaire en l'intégrant dans la politique nationale d'alimentation et de nutrition d'ici 2026, en augmentant les allocations budgétaires et en renforçant l'engagement communautaire, la couverture devant passer de 56 % à 61 % d'ici 2025. Le gouvernement adopte des directives régionales, met en place un groupe de travail technique national et organise une conférence annuelle sur l'alimentation scolaire. Le programme élargit les composantes locales afin de soutenir les petits agriculteurs et d'améliorer la qualité de l'alimentation scolaire.

Yemen

Le Yémen a souligné le rôle essentiel de l'alimentation scolaire dans un contexte de conflit et de crise économique, en soulignant les efforts déployés pour maintenir la fourniture de repas scolaires malgré des difficultés opérationnelles majeures. Le gouvernement a réaffirmé son engagement à maintenir et à étendre le programme afin de protéger l'apprentissage et le bien-être des enfants.

Réflexions finales – France

La France a conclu en reconnaissant la forte dynamique politique et le passage au financement national et à l'appropriation nationale comme moteurs de l'expansion mondiale. Elle a encouragé les gouvernements à tirer parti de la Coalition pour l'alimentation scolaire comme plateforme d'apprentissage, de coopération et d'innovation, et a réaffirmé l'engagement de la France à travailler en étroite collaboration avec tous les partenaires pour progresser vers l'objectif commun d'un accès universel à une alimentation scolaire saine et nutritive.



De gauche à droite : **M. Raymond Tinashe Chikomba**, spécialiste principal en nutrition, Communauté de développement de l'Afrique australe; **S.E. Dr John Chrysostom Muyingo**, ministre d'État chargé de l'Enseignement supérieur, Ouganda; **S.E. Mme Melita Gabrič**, vice-ministre des Affaires étrangères et européennes et ministre du Développement, Slovaquie; **Dr Daravone Kittiphanh**, vice-ministre, ministère de l'Éducation et des Sports, République démocratique populaire lao; **M. Mohammed Omar Salem Basleem**, chef du bureau technique, ministère de l'Éducation, Yémen; **S.E. M. Oscar Requena**, ministre de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie, Belize; **S.E. M. Thani Mohamed-Soilihi**, ministre délégué à la Francophonie et aux Partenariats internationaux, France; **S.E. M. Queba Djaita**, ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Guinée-Bissau; **S.E. Dr Agnes Naa Momo Lartey**, ministre de l'Égalité des sexes et de la Protection sociale, Ghana; **M. Mirbek Rakhmatildeev**, spécialiste principal au Département de l'éducation scolaire, ministère de l'Éducation, République kirghize; **Mme Cindy McCain**, directrice générale, Programme alimentaire mondial; **M. Sarwono**, brigadier général (à la retraite), secrétaire général, Agence nationale de nutrition, Indonésie; **M. Kyu-An Kim**, directeur adjoint du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, République de Corée; **Mme Karine Silva dos Santos**, coordinatrice générale du Programme national d'alimentation scolaire, ministère de l'Éducation, Brésil.

3. Utiliser des données probantes pour renforcer la prise de décision

Cette session, organisée en collaboration avec le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire, a mis en évidence la manière dont les pays utilisent de plus en plus les données probantes, les systèmes de données, les partenariats de recherche et l'analyse coûts-avantages pour renforcer la conception, le ciblage et la viabilité financière de leurs programmes d'alimentation scolaire. Les intervenants ont démontré que l'extension rapide des programmes d'alimentation scolaire à travers le monde est étroitement liée à la capacité des gouvernements à collecter des données de haute qualité, à générer des données probantes rigoureuses et à utiliser des outils analytiques pour éclairer les décisions politiques. Les interventions ont illustré comment les données probantes aident les gouvernements à améliorer leur efficacité, à renforcer les normes nutritionnelles, à consolider les modèles d'approvisionnement et à plaider pour des investissements nationaux durables, conformément à la Priorité 3 : renforcer les données probantes pour améliorer la prise de décision et la rentabilité des programmes, et à la Priorité 4 : mesurer les résultats et rendre compte des progrès accomplis.

Données probantes mondiales – Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire

Le Consortium de recherche a présenté son rapport sur les [données probantes mondiales](#), soulignant les raisons pour lesquelles l'alimentation scolaire continue de se développer malgré les contraintes budgétaires : elle offre un fort retour sur investissement en capital humain, favorisent des systèmes alimentaires plus sains et présentent un rapport coûts-avantages toujours positif. La croissance mondiale sans précédent du nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire s'explique par le fait que 99 % du financement provient désormais des gouvernements nationaux, ce qui montre que les pays considèrent l'alimentation scolaire comme un investissement public essentiel plutôt que comme un programme d'aide. Le réseau mondial du Consortium, qui compte plus de 1 400 experts dans 130 pays, continue de produire et de consolider les données probantes sur lesquelles les gouvernements s'appuient pour prendre des décisions éclairées.

Union Africaine

L'Union africaine a indiqué que 87 millions d'enfants africains bénéficient désormais de programmes d'alimentation scolaire, contre 38,4 millions en 2013, une augmentation remarquable due au financement national et à l'engagement politique. L'alimentation scolaire est au cœur des efforts déployés par l'Afrique pour améliorer les résultats scolaires, l'égalité des genres, le bien-être nutritionnel et la résilience des communautés vulnérables. L'Union africaine a appelé à une collaboration plus étroite entre les gouvernements, les universités et le Consortium de recherche afin de garantir que les politiques d'alimentation scolaire s'appuient sur des données probantes qui favorisent les progrès dans les domaines de l'éducation, de la santé et du développement agricole local.

Bangladesh

Le Bangladesh consolide les initiatives fragmentées menées par différents ministères et partenaires en un seul programme national géré par le gouvernement, qui touche actuellement 3,1 millions d'enfants avec des collations enrichies et vise à atteindre 7 millions d'enfants dans les cinq ans, couvrant toutes les écoles primaires. L'approvisionnement, le stockage, le transport, la gestion des déchets et l'engagement communautaire sont des défis persistants qui sont amplifiés par l'ampleur du programme et sa dépendance à l'égard de systèmes entièrement gérés par le gouvernement. Les données probantes issues d'évaluations précédentes continuent de guider les décisions en matière de ciblage, les améliorations opérationnelles et la planification future.

Brésil

Le Brésil a présenté un système d'alimentation scolaire fondé sur des données, qui investit environ 1 milliard de dollars américains par an et est contrôlé par un réseau impliquant les autorités fédérales, étatiques et municipales. Parmi les innovations, on peut citer un système de facturation électronique (Nota Fiscal Eletrônica) relié à la Banque du Brésil pour le suivi en temps réel des achats et le respect de l'exigence selon laquelle au moins 30 % des fonds doivent être utilisés pour acheter auprès d'agriculteurs familiaux. Le Brésil réduit la limite d'aliments ultra-transformés dans les écoles de 20 % à 10 % des dépenses d'ici 2026 et tire parti de partenariats de recherche sur les changements climatiques et les systèmes alimentaires durables.

Ghana

Le Ghana est passé de la fourniture de repas à 109 enfants dans 10 écoles en 2005 à plus de 4,2 millions d'enfants dans plus de 12 000 écoles, programme entièrement financé par le gouvernement. Les principales réformes comprennent la numérisation des processus d'approvisionnement, l'amélioration du contrôle de la qualité et l'intégration des politiques d'éducation de la petite enfance. Le Ghana vise une couverture universelle d'ici 2030 et continue d'affiner ses politiques grâce au suivi et au partage d'expériences.

Japan

Le Japon a présenté son approche structurée et fondée sur la recherche, ancrée dans la législation, les normes obligatoires en matière de nutrition et d'hygiène et la collecte annuelle de données. Le pays promeut l'éducation alimentaire et nutritionnelle (« *Shokuiku* ») grâce à 7 000 enseignants en nutrition agréés qui gèrent la planification des repas et enseignent aux enfants l'équilibre alimentaire, l'apport calorique et la culture alimentaire. Le Japon a mis en avant plusieurs initiatives de coopération internationale en Malaisie, en Mongolie, en Indonésie et en Afrique, où il partage son expertise technique en matière de normes de sécurité, de conception de menus et d'éducation nutritionnelle. Le pays a souligné l'importance d'utiliser des aliments produits localement pour soutenir les agriculteurs, renforcer l'autosuffisance alimentaire, préserver le patrimoine culturel et mettre en place des systèmes alimentaires durables.

Mozambique

Le Mozambique a présenté des données probantes issues d'une analyse coûts-avantages réalisée en 2024, qui montrent que chaque dollar investi dans l'alimentation scolaire génère un retour sur investissement de 4 dollars américains dans le cadre de son programme national d'alimentation scolaire (PRONAE). L'étude a établi un lien entre l'alimentation scolaire et une réduction de 4 % du taux d'abandon scolaire, près d'une année supplémentaire de scolarité, ainsi qu'une réduction significative de l'anémie et de la malnutrition chronique. Le programme a également permis d'augmenter les revenus des agriculteurs familiaux et a fourni aux ménages des transferts financiers indirects équivalents à 13 % des dépenses annuelles. Ces résultats ont renforcé l'engagement politique en faveur de l'extension et de l'institutionnalisation du PRONAE en tant que politique nationale à part entière. Le Mozambique poursuit actuellement la décentralisation, améliore le suivi de l'approvisionnement et explore des financements innovants et des partenariats avec le secteur privé afin de soutenir la viabilité à long terme.

Afrique du Sud

L'Afrique du Sud a présenté l'évolution de son programme national de nutrition scolaire, qui fournit désormais quotidiennement des repas à plus de 10 millions d'élèves dans les écoles primaires et secondaires. Ce programme s'inscrit dans le cadre des engagements constitutionnels en faveur de l'équité et de l'accès à l'éducation, et bénéficie du soutien des ministères de l'Éducation, de la Santé, de l'Agriculture et du Développement social. L'Afrique du Sud a également souligné l'extension à deux repas quotidiens dans de nombreuses écoles, y compris des programmes de

petit-déjeuner. Grâce à l'intégration du développement de la petite enfance dans le secteur de l'éducation, cinq millions d'enfants supplémentaires âgés de 0 à 4 ans font désormais partie des stratégies nationales de nutrition.

Suède

La Suède a partagé son expérience de longue date en matière d'alimentation scolaire universelle et gratuite, dont les origines remontent à 1842 et à l'ancrage juridique du droit à l'alimentation scolaire dans la loi sur l'éducation. Des recherches menées par l'université de Stockholm démontrent que l'alimentation scolaire augmente considérablement le revenu à vie, la durée de la scolarité et les indicateurs de santé tels que la taille, tout en réduisant les inégalités socio-économiques. Des études coûts-bénéfices montrent des rendements de 7 pour 1 pour les enfants les plus pauvres et de 4 pour 1 pour les enfants de la médiane. La Suède a reconnu les défis liés à l'association des repas à l'agriculture durable, à l'éducation alimentaire et à la production locale, mais a souligné le fort soutien de la société à ce programme. Elle a également souligné son rôle dans la coopération internationale, notamment dans le cadre de projets au Guatemala, dans le but de partager les enseignements tirés et de renforcer les systèmes alimentaires scolaires à l'échelle mondiale.

World Food Programme

En conclusion, le Programme alimentaire mondial a souligné l'importance d'une élaboration des politiques fondée sur des données probantes. Il a appelé à la poursuite des échanges mondiaux sur les enseignements tirés de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas, et a encouragé les pays à tirer parti des données probantes, de la recherche et des plateformes de la Coalition pour mettre en place des programmes durables et de haute qualité qui transforment la vie des enfants.



De gauche à droite : **M. Donald Bundy**, professeur d'épidémiologie et de développement à la London School of Hygiene & Tropical Medicine et directeur du Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire ; **Mme Arlinda da Conceição André de Barros Sumana Chaquisse**, directrice nationale de la santé et de la nutrition en milieu scolaire, ministère de l'Éducation et de la Culture, Mozambique ; **M. Saidou Madougou**, directeur de la Commission de l'éducation et des sciences, Union africaine ; **Mme Cindy McCain**, directrice générale, Programme alimentaire mondial ; **S.E. Dr Agnes Naa Momo Lartey**, ministre de l'Égalité des genres et de la Protection sociale, Ghana ; **S.E. Prof. Bidhan Ranjan Roy Podder**, conseiller, ministère de l'Éducation primaire et de masse, Bangladesh.

4. Stratégies de financement durable

Cette session, co-organisée par l'Initiative sur le financement durable, a examiné comment les pays assurent un financement prévisible à long terme pour l'alimentation scolaire et comment des instruments innovants, des partenariats et des réformes institutionnelles peuvent libérer les ressources nécessaires pour développer et pérenniser les programmes nationaux. Dans toutes leurs interventions, les orateurs ont souligné que le financement est avant tout une question de priorité politique, renforçant ainsi la Priorité 1 : faire de l'alimentation scolaire une priorité politique et budgétaire à l'échelle mondiale et élargir l'accès à un financement durable, tout en soutenant la Priorité 2 : passer des engagements à l'action au niveau national. Les avantages de l'alimentation scolaire dans de multiples secteurs justifient leur inclusion en tant qu'investissement public essentiel. Dans le même temps, les pays ont souligné que l'extension nécessite des modèles de financement diversifiés, une législation solide, des systèmes transparents et une coordination entre les secteurs.

La session a également présenté le travail de l'Initiative sur le financement durable (IFD) pour la santé et la nutrition en milieu scolaire, qui soutient les gouvernements par le biais d'analyses de l'espace budgétaire, d'études de coûts et de conseils techniques sur la mobilisation des ressources nationales et externes. L'IFD a produit des outils et des recherches sur les taxes affectées, les échanges de dette, le financement climatique, les revenus provenant des ressources naturelles et les mécanismes mixtes, offrant aux gouvernements un éventail d'options de financement adaptées au contexte. Ces efforts contribuent et s'alignent sur des initiatives mondiales telles que l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, qui vise à aider les gouvernements à fournir une alimentation scolaire à 150 millions d'enfants supplémentaires.

Cadre mondial – Défis et opportunités en matière de financement durable

La sous-secrétaire générale et conseillère spéciale pour l'Afrique, Mme Cristina Duarte, a souligné l'urgence de garantir un financement fiable et durable pour les programmes d'alimentation scolaire dans le monde entier. Bien que les échanges aient mis en évidence la portée mondiale de la question, la situation en Afrique illustre l'ampleur du défi : des contraintes budgétaires sévères liées au poids élevé du service de la dette, une marge de manœuvre budgétaire limitée et des inefficacités dans les dépenses publiques. Dans de nombreux pays, une grande partie des secteurs essentiels tels que l'éducation et la santé sont financés par l'aide extérieure, tandis que le remboursement de la dette absorbe d'importantes ressources nationales. Ce paradoxe réduit la capacité des gouvernements à investir de manière cohérente dans des programmes de capital humain, y compris les programmes d'alimentation scolaire.

Malgré ces défis, la session a mis en évidence une feuille de route claire pour progresser. Des systèmes robustes de mobilisation des ressources nationales, une meilleure gestion des dépenses, notamment une réduction des fuites, et une planification à long terme axée sur la transformation plutôt que sur les transactions peuvent aider les gouvernements à internaliser progressivement le coût total de l'alimentation scolaire. L'alimentation scolaire issue de la production locale (ASPL) a été mise en avant comme un outil macroéconomique qui stimule les marchés locaux, renforce le contrat social et améliore la légitimité de l'État. L'affectation d'une aide publique au développement (APD) spécifique à l'alimentation scolaire, les échanges de dettes ciblés développés dans une perspective transformationnelle et non transactionnelle, une transparence accrue, une approche pangouvernementale et des investissements dans les systèmes numériques et les normes d'approvisionnement sont des facteurs essentiels pour élargir l'espace budgétaire et garantir que l'alimentation scolaire devienne une priorité stable, financée au niveau national. Mme Duarte a également souligné comment les programmes d'alimentation scolaire peuvent contribuer à renforcer la confiance et la légitimité de l'État dans certains pays.

■ Expériences nationales

Angola

L'Angola prépare l'un des programmes d'alimentation scolaire les plus ambitieux de la région africaine, qui vise à toucher plus de 5 millions d'enfants. Ce programme est conçu pour lutter contre les taux d'abandon scolaire élevés, la malnutrition et la pauvreté des ménages, en mettant fortement l'accent sur l'approvisionnement local. Après avoir examiné les modèles internationaux et réalisé des analyses de coûts au niveau national, l'Angola a adopté un plan de financement de 435 millions de dollars américains avec le soutien du ministère des Finances et du ministère de l'Agriculture, entièrement financé par des ressources nationales lors de son lancement. Le programme débutera en 2025 et sera progressivement étendu, en donnant la priorité aux enfants âgés de 3 à 12 ans.

L'agriculture locale, en particulier l'agriculture familiale, constitue un pilier du modèle angolais. L'approvisionnement auprès de coopératives, notamment celles formées par des femmes et d'anciens militaires, permettra d'augmenter la capacité de production, de stabiliser les chaînes d'approvisionnement et de réduire les coûts à terme. La mise en œuvre décentralisée par les municipalités et le budget décentralisé renforcent l'appropriation et relient l'alimentation scolaire au développement local. Le gouvernement a souligné la nécessité d'une éducation nutritionnelle et d'un renforcement des capacités des cuisiniers et des diététiciens, éléments essentiels pour garantir la qualité et la durabilité.

Bénin

Le Bénin a présenté un programme national multisectoriel abouti, créé en 2017 et qui touche désormais la majorité des enfants d'âge scolaire. Ce programme repose fortement sur le financement national, une approche multisectorielle, un engagement politique et la participation de la communauté. Plus de 80 % des aliments utilisés dans le cadre de l'alimentation scolaire sont issus de l'approvisionnement local, ce qui stimule la production agricole et l'économie rurale. Depuis sa création, le gouvernement a investi plus de 100 millions de dollars américains dans le programme, avec des allocations annuelles en augmentation constante. Actuellement, 1,4 million d'élèves bénéficient de repas, ce qui représente une couverture de 75 à 80 %. Le PAM a récemment transféré ses compétences au gouvernement pour la mise en œuvre du programme.

La volonté politique a été essentielle pour mobiliser des partenaires tels que la Banque islamique, les Pays-Bas ou la CEDEAO. Le Bénin met en œuvre des mécanismes de financement innovants, notamment des obligations ODD et des contributions renforcées des autorités locales. Un projet de loi nationale visant à l'institutionnalisation du programme d'alimentation scolaire est à l'étude, dans le but de garantir des engagements budgétaires à long terme et de renforcer la confiance des partenaires. En alignant les ressources nationales, l'approvisionnement local et une gouvernance forte, le Bénin se positionne pour atteindre une couverture nationale complète dans les années à venir.

Sao Tomé-et-Principe

Sao Tomé-et-Principe a entièrement nationalisé son programme en 2016, le transformant en un système universel couvrant tous les enfants de la maternelle à la troisième. Ce programme représente le plus important investissement social du pays, touchant environ un quart de la population. Afin d'en garantir la viabilité, le gouvernement a introduit en 2023 des mesures fiscales innovantes, notamment des taxes affectées à l'alcool, au tabac, au ciment et à d'autres produits. Ces mesures complètent les allocations budgétaires directes et les modestes contributions volontaires des familles plus aisées.

Le programme contribue à l'emploi, à la production locale et à la nutrition. Des cuisiniers, jardiniers et responsables de cantine sont employés par l'État, tandis que de nouvelles initiatives dans les domaines de l'aviculture, de la production porcine et de la distribution de semences soutiennent la diversification alimentaire et l'agriculture locale. Les mécanismes d'échange de dette avec les créanciers bilatéraux et les partenariats internationaux en cours renforcent la résilience à long terme du programme. Les principaux défis consistent à réhabiliter les infrastructures de cuisine vieillissantes et à réduire la dépendance au bois de chauffage, mais le modèle de financement global de São Tomé-et-Principe offre une base solide pour l'expansion. Le gouvernement vise notamment à étendre le programme à l'enseignement secondaire.

Senegal

Le Sénégal a considérablement augmenté son budget consacré à l'alimentation scolaire au cours de l'année écoulée, quadruplant ses investissements et étendant la couverture à l'ensemble du pays, qui atteint désormais 22 %. Le gouvernement est en train de finaliser un nouveau plan stratégique pour 2025-2030 qui comprendra une législation visant à officialiser la fourniture d'une alimentation scolaire en tant qu'engagement national permanent. Le programme est de plus en plus aligné sur les politiques agricoles et de développement local afin de renforcer la composante locale et est considéré comme un levier pour la souveraineté alimentaire, l'autonomisation des femmes, la revitalisation des cultures traditionnelles et la diversification alimentaire, ainsi que comme un outil transversal pour la nutrition, l'éducation, le développement économique et la résilience climatique.

Le Sénégal met également en œuvre un mécanisme de cofinancement mixte de 40 millions de dollars, combinant des prêts concessionnels et des subventions grâce à des partenariats avec des banques multilatérales de développement et le PAM. Le gouvernement a souligné la nécessité d'une prévisibilité à long terme, d'une harmonisation des systèmes entre les partenaires et d'une approche intégrée et multisectorielle.

Institutions financières internationales et partenaires

Banque interaméricaine de développement (BID)

La Banque interaméricaine de développement s'est engagée à soutenir les programmes menés par les pays grâce à une combinaison d'instruments de financement innovants et d'expertise technique. L'institution a mobilisé jusqu'à 25 milliards de dollars américains dans le cadre de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté afin d'accroître la capacité de prêt pour les investissements dans le secteur social, y compris l'alimentation scolaire. D'ici la fin 2025, la BID prévoit d'approuver 4,1 milliards de dollars américains de projets alignés sur l'Alliance.

La Banque a souligné que la priorité ne réside pas uniquement dans un financement accru, mais dans une utilisation plus intelligente et plus efficace des ressources existantes, et que les engagements financiers doivent s'accompagner de dépenses efficaces et transparentes ainsi que d'un accent accru sur l'équité afin d'atteindre les populations les plus vulnérables. De nombreux pays de la région sont confrontés à une marge de manœuvre budgétaire limitée, à une dette croissante et à des disparités de couverture qui laissent pour compte les enfants des zones rurales et vulnérables. La BID soutient les réformes en matière d'approvisionnement, de systèmes de suivi et de coordination entre les ministères, ainsi que les programmes de financement multipartenaires qui combinent les fonds de la Banque, des donateurs et des initiatives mondiales en faveur de l'éducation.

Fonds international de développement agricole (FIDA)

Le FIDA a expliqué comment son travail, bien qu'il ne soit pas axé sur le financement direct de l'alimentation scolaire, renforce l'environnement favorable aux modèles locaux. Avec 60 % de son portefeuille mondial désormais sensible à la nutrition, le FIDA soutient la diversité de la production agricole, l'amélioration de la qualité de l'alimentation et les capacités des agriculteurs. Ces efforts améliorent la disponibilité alimentaire locale et relient les petits producteurs aux chaînes d'approvisionnement alimentaire pour les repas scolaires.

L'organisation se concentre sur le soutien politique au niveau local, le renforcement des connaissances et l'innovation. En encourageant la diversification de la production, les pratiques écologiques et la valeur ajoutée, le FIDA contribue à garantir que les écoles puissent s'approvisionner en aliments nutritifs cultivés localement. Des défis subsistent en matière d'approvisionnement, de logistique et de préférences alimentaires, mais l'organisation contribue à des améliorations systémiques qui rendent l'alimentation scolaire plus abordable, plus résiliente et plus durable.

Informations complémentaires

Guatemala

Le Guatemala dispose d'une base législative solide pour son programme d'alimentation scolaire, créé en 2017 et soutenu par plusieurs ministères. Le ministère de l'Éducation dirige la mise en œuvre, tandis que le ministère de l'Agriculture joue un rôle central dans la mise en relation de la production locale avec la demande alimentaire des écoles. Le Guatemala investit actuellement environ 160 millions de dollars américains par an et prévoit de plus que doubler ce chiffre pour atteindre 400 millions de dollars américains dans les années à venir. Le cadre juridique du programme a contribué à renforcer la coordination, à garantir le financement national et à assurer la continuité au-delà des cycles politiques.

Guatemala

SNV a souligné l'importance de garantir non seulement davantage de financements, mais aussi des financements adaptés à chaque étape du continuum d'investissement. L'organisation s'appuie sur des instruments de financement mixtes pour mobiliser des investissements à moyenne échelle en faveur d'initiatives climatiques et agricoles, et associe cela à des programmes de subventions pour les petites et moyennes entreprises. On peut citer comme exemples les partenariats nutritionnels en Afrique de l'Est et les innovations sur le marché agricole en Asie.

Stichting Nederlandse Vrijwilligers (SNV)

La SNV a souligné que l'approvisionnement alimentaire des écoles peut servir de mécanisme de structuration du marché : en plaçant les écoles au centre des marchés locaux, les gouvernements peuvent réduire le risque pour les investisseurs, offrir une demande prévisible et diminuer les coûts de financement. Cette approche contribue à combler le fossé entre les subventions et les investissements commerciaux, catalysant ainsi des capitaux durables pour les systèmes alimentaires liés à l'alimentation scolaire.

Réflexions finales – Finlande

La session s'est conclue par la réaffirmation du fait que le financement durable de l'alimentation scolaire nécessite un engagement politique à long terme, une planification politique intégrée et une action coordonnée entre le gouvernement et les partenaires. Les pays ont démontré que le financement national reste le pilier des programmes durables, tandis que des instruments innovants — tels que les taxes affectées, les échanges de dette, le financement mixte et le renforcement de l'approvisionnement local — peuvent considérablement élargir la marge de manœuvre budgétaire. Les partenaires de développement ont souligné que l'alimentation scolaire devrait être reconnue comme un investissement stratégique générant des retombées positives dans les domaines de l'éducation, de la nutrition, de la protection sociale, de l'agriculture et de l'adaptation aux changements climatiques. Les participants se sont mis d'accord sur un appel à l'action commun : donner la priorité à l'alimentation scolaire dans les budgets nationaux, aligner l'aide extérieure sur les stratégies gouvernementales et veiller à ce que chaque enfant ait accès à un repas nutritif à l'école.



Mme Cristina Duarte, sous-secrétaire générale et conseillère spéciale pour l'Afrique auprès du Secrétaire général des Nations Unies



Dr Liesbet Steer, présidente du comité de pilotage et conseillère principale, Initiative sur le financement durable

5. Préparer l'avenir : alimentation scolaire et systèmes alimentaires durables

Cette session a examiné comment les pays tirent parti des programmes d'alimentation scolaire comme points d'entrée puissants pour transformer les systèmes alimentaires et faire progresser les objectifs climatiques et environnementaux dans la perspective de la 30e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Les intervenants ont souligné que la manière dont les aliments sont cultivés, transformés et consommés n'est plus durable pour les populations ni pour la planète : trop d'enfants souffrent encore de la faim ou sont mal nourris, la production alimentaire nuit souvent aux écosystèmes et les changements climatiques rendent plus difficile l'accès à une alimentation nutritive, en particulier dans les communautés vulnérables. Dans ce contexte, l'alimentation scolaire est apparue comme un levier stratégique pour susciter des changements à grande échelle, en améliorant la nutrition et l'apprentissage des enfants, en soutenant les agriculteurs locaux, en favorisant la résilience face aux changements climatiques et en réduisant les impacts environnementaux.

Les participants ont souligné que l'alimentation scolaire, en tant que politique publique largement financée et gérée par les gouvernements, représente la majeure partie des achats publics de denrées alimentaires. Cela confère aux gouvernements un levier important pour faire évoluer les systèmes alimentaires en alignant les menus, les règles d'approvisionnement alimentaire et les pratiques culinaires sur les objectifs nutritionnels, environnementaux et économiques. La session a montré comment les pays utilisent les achats publics pour l'approvisionnement en denrées alimentaires destinées aux repas scolaires afin de stimuler les marchés locaux, de réduire la dépendance vis-à-vis des importations, de promouvoir l'agriculture durable et de mettre en place des solutions énergétiques plus propres et plus efficaces. Ces discussions contribuent directement à la Priorité 2 : passer des engagements à l'action au niveau national, et à la Priorité 5 : donner aux villes et aux municipalités les moyens de progresser, à mesure que les pays et les autorités locales mettent en œuvre des solutions innovantes pour aligner l'alimentation scolaire sur les objectifs climatiques et de durabilité.

Données probantes mondiales – Alimentation scolaire pour la santé planétaire

Le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire a présenté les résultats d'un important effort de collaboration sur « l'alimentation scolaire respectueuse de la planète », qui a réuni les contributions de plus de 160 auteurs issus de 87 organisations. Ce travail a contribué à placer l'alimentation, et plus particulièrement l'alimentation scolaire, au centre des discussions mondiales sur le climat, notamment lors de la COP28, où l'alimentation scolaire a occupé une place centrale dans le programme consacré à l'alimentation et au climat. L'analyse du Consortium souligne qu'environ 70 % des denrées alimentaires achetées par les gouvernements sont destinées à l'alimentation scolaire, ce qui met en évidence l'énorme potentiel des politiques d'alimentation scolaire pour influencer la manière dont les denrées alimentaires sont produites, commercialisées et consommées.

² Pastorino, Silvia ; Springmann, Marco ; Backlund, Ulrika ; Kaljonen, Minna ; Singh, Samrat ; Hunter, Danny ; Vargas, Melissa ; Milani, Peiman ; Bellanca, Raffaella ; Eustachio Colombo, Patricia ; Makowicz Bastos, Deborah ; Manjella, Aurillia ; Wasilwa, Lusike ; Wasike, Victor ; Bundy, Donald AP ; l'équipe de rédaction du livre blanc du Consortium de recherche (2023). School meals and food systems: Rethinking the consequences for climate, environment, biodiversity, and food sovereignty. Document de discussion. London School of Hygiene & Tropical Medicine, Londres. DOI : <https://doi.org/10.17037/PUBS.04671492>

La recherche a identifié quatre domaines dans lesquels les gouvernements peuvent obtenir des résultats rapides à court terme : diversifier les menus en faveur d'aliments locaux, riches en nutriments et indigènes ; passer à des méthodes de cuisson propres et efficaces afin de réduire la déforestation et les émissions ; réduire le gaspillage alimentaire, qui contribue de manière significative aux émissions de gaz à effet de serre et aux coûts inutiles ; et intégrer une éducation alimentaire holistique dans les programmes scolaires afin de façonner les préférences et les comportements alimentaires des enfants pour toute leur vie. Le Consortium a souligné le rôle central des règles de passation des marchés publics à plus long terme. En intégrant des critères environnementaux, climatiques et socio-économiques dans leurs décisions d'achat, les gouvernements peuvent orienter les systèmes alimentaires vers des pratiques plus durables et soutenir délibérément certains acteurs, tels que les petits agriculteurs et les agricultrices, grâce à leur pouvoir d'achat.

Afin d'aider les gouvernements à mettre en œuvre ces connaissances, le Consortium développe actuellement une boîte à outils, avec le soutien de partenaires philanthropiques, afin d'éclairer les décisions en matière de coûts-bénéfices concernant les changements de menus, les choix de cultures, la réduction des déchets et les technologies de cuisson propre. La boîte à outils est actuellement testée au Kenya, au Rwanda, en Ouganda et en Éthiopie, et son déploiement à plus grande échelle est prévu. Le programme de recherche s'étend également à l'examen de la manière dont l'approvisionnement alimentaire des écoles peut favoriser la santé des sols et l'agriculture régénérative, et comment les changements dans l'alimentation des enfants peuvent réduire le fardeau à long terme des maladies cardiométaboliques. Un livre blanc à paraître explorera plus en détail le lien entre les habitudes alimentaires précoces, la santé à long terme et les résultats économiques, renforçant ainsi le rôle de l'alimentation scolaire comme instrument pour la santé humaine et planétaire.

Expériences nationales : l'alimentation scolaire comme moteur de la transformation des systèmes alimentaires

Cambodge

Le Cambodge a institutionnalisé l'alimentation scolaire issue de la production locale dans le cadre d'un programme national et en a fait une priorité dans ses cadres d'éducation et de protection sociale. Le programme est intégré dans le plan stratégique national pour l'éducation, une politique et un plan d'action spécifiques en matière d'alimentation scolaire, ainsi que dans les stratégies nationales en matière de protection sociale, de sécurité alimentaire et de nutrition, ce qui témoigne d'un engagement politique fort. Une stratégie de transition convenue avec le PAM prévoit la prise en charge complète par l'État de toutes les écoles bénéficiant d'un soutien d'ici 2028. En conséquence, le nombre de repas servis devrait passer de 7 millions en 2020 à 28 millions en 2025, puis à 56 millions d'ici 2028.

L'approche du Cambodge aligne l'alimentation scolaire sur la transformation des systèmes alimentaires à plusieurs niveaux. Au niveau national, le programme génère des données probantes sur ses impacts, notamment des évaluations et une étude sur le retour sur investissement qui estime que chaque dollar investi dans l'alimentation scolaire issue de la production locale rapporte quatre fois plus grâce à l'amélioration des résultats en matière d'éducation et de systèmes alimentaires. Le programme soutient la stabilité des marchés pour les agriculteurs locaux, promeut l'agriculture durable, crée des emplois, en particulier pour les femmes, et améliore les habitudes alimentaires des enfants. Au niveau régional, le Cambodge a accueilli le premier Sommet de la Coalition pour l'alimentation scolaire en Asie du Sud-Est en 2024, qui a catalysé les engagements en matière de normes nutritionnelles, de financement et de priorités politiques, avec un suivi assuré par d'autres pays de la région. À l'échelle mondiale, le Cambodge est un membre actif de la Coalition pour l'alimentation scolaire, s'engageant dans la recherche, le financement et le plaidoyer.

Éthiopie

L'Éthiopie a présenté son programme ambitieux et en pleine expansion, qui fournit actuellement deux repas par jour à environ 8 millions d'enfants et vise à atteindre une couverture universelle pour environ 21 millions d'élèves du préscolaire, du primaire et du collège d'ici 2030. Le gouvernement a alloué d'importantes ressources nationales, avec environ 90 % du financement provenant du budget public, ce qui démontre un engagement national fort. La mise en œuvre est décentralisée, les grandes villes telles qu'Addis-Abeba fournissant deux repas quotidiens à des centaines de milliers d'élèves et mobilisant d'importants budgets municipaux.

Une approche locale permet d'acheminer les ressources directement aux petits agriculteurs et d'intégrer les produits locaux dans les menus scolaires. À Addis-Abeba, une part importante du marché local des céréales est destinée au programme et, l'année dernière, des montants significatifs ont été versés directement aux petits producteurs. Ces efforts s'inscrivent dans le cadre d'un programme national plus large qui relie l'action climatique, la sécurité alimentaire et le capital humain.

Guinée-Bissau

La Guinée-Bissau s'est engagée à passer d'une dépendance vis-à-vis des importations alimentaires et des projets conçus à l'extérieur à un modèle fondé sur la production locale et l'appropriation nationale. Le pays bénéficie de conditions naturelles favorables, notamment de ressources en eau abondantes et de sols fertiles, mais il est confronté à des contraintes en matière de mécanisation agricole et d'infrastructures. Le ministère de l'Éducation travaille en étroite collaboration avec le ministère de l'Agriculture et les institutions financières afin de créer des coopératives équipées de machines permettant d'augmenter la production nationale et d'approvisionner les institutions nationales, y compris les écoles.

Actuellement, plus de 1 200 écoles bénéficient de cantines, dont environ 850 reçoivent le soutien du PAM. Si l'aide extérieure reste cruciale, le gouvernement a souligné son intention de mettre en place des systèmes durables garantissant la sécurité alimentaire dans les écoles. Des discussions avec la Banque mondiale et les banques régionales de développement visent à mobiliser des financements pour les produits de base et à renforcer les chaînes d'approvisionnement. L'alimentation scolaire est reconnue comme essentielle à l'amélioration de l'éducation et au développement national en général, et le gouvernement a exprimé sa détermination à assumer une plus grande responsabilité tout en continuant à travailler en partenariat.

Kenya

Le programme d'alimentation scolaire mis en place de longue date au Kenya s'est transformé en un filet de protection sociale financé à l'échelle nationale et locale. Grâce au soutien initial du PAM, le programme a progressivement été transféré à la gestion du gouvernement, avec une ligne budgétaire dédiée qui s'est accrue au fil du temps. Le système combine une gestion centralisée et des initiatives menées par les comtés et axées sur les jeunes enfants. Dans les grandes villes telles que Nairobi, des cuisines centrales préparent les repas dans des conditions contrôlées et les distribuent aux écoles. Ce modèle améliore les normes d'hygiène et de nutrition, réduit la dépendance au bois de chauffage dans les zones urbaines et garantit des repas chauds et servis à temps.

Le Kenya a fait de l'alimentation scolaire un instrument clé pour des systèmes alimentaires respectueux du climat et résilients. À la suite des engagements pris lors du Sommet africain sur le climat, le pays vise à étendre la couverture de 2,6 millions à 10 millions d'enfants d'ici 2030.

Un plan national d'extension prévoit une politique révisée favorisant les aliments produits localement, diversifiés et résistants à la sécheresse ; un modèle d'agrégateur permettant de s'approvisionner directement auprès des petits agriculteurs ; et une coalition nationale qui coordonne le gouvernement, la société civile, le secteur privé et les partenaires. Le Kenya poursuit également la transition vers la cuisson propre dans les écoles, dans l'espoir que les financements carbone générés par la réduction de l'utilisation de la biomasse puissent contribuer à soutenir le programme. Les données probantes indiquent que pour atteindre 10 millions d'élèves, il faudrait environ 280 millions de dollars américains par an. Le gouvernement s'est engagé à donner la priorité aux ressources nationales tout en recherchant des partenaires supplémentaires et des financements innovants pour atteindre cet objectif.

Lesotho

Le Lesotho considère l'alimentation scolaire à la fois comme un outil de protection sociale et un moteur de l'agriculture durable, de la nutrition et du développement rural. Le pays a adopté une politique nationale révisée qui donne la priorité à l'alimentation scolaire issue de la production locale et fixe un objectif ambitieux : 80 % des ingrédients des repas scolaires doivent provenir de petits agriculteurs locaux utilisant des méthodes durables et respectueuses de l'environnement. Des comités d'alimentation scolaire ont été créés dans chaque école pour superviser les prestataires de services et garantir l'approvisionnement local, tandis qu'un comité consultatif interministériel réunit des fonctionnaires principaux des secteurs de l'agriculture, des finances, du développement social, du commerce, des collectivités locales et du cabinet du Premier ministre afin de coordonner la politique.

Le Lesotho a mis en place des paniers alimentaires et des menus flexibles qui peuvent intégrer des aliments produits à proximité des écoles, et investit dans la formation continue et le soutien aux agriculteurs, notamment la construction de serres et des dialogues réguliers avec les associations d'agriculteurs. Au fil du temps, le programme est passé d'opérations soutenues par le PAM à un financement entièrement national pour les établissements d'enseignement de base, les partenaires se concentrant sur les centres de la petite enfance tandis que le gouvernement se prépare à assumer également cette responsabilité. Les dirigeants nationaux au plus haut niveau ont renforcé le plaidoyer en faveur de la production locale et de chaînes alimentaires plus solides. Le pays est néanmoins confronté à des problèmes fonciers et à des défis liés au climat, notamment des précipitations irrégulières, et a réagi en augmentant de 57 % le budget consacré aux repas afin de garantir des achats durables auprès des petits exploitants.

Rwanda

Le Rwanda a rapidement transformé son programme, passant d'une intervention limitée touchant environ 900 000 élèves à un système universel couvrant plus de 4,4 millions d'enfants dans les écoles maternelles, primaires et secondaires. La décision de passer à une couverture universelle a été soutenue par une forte augmentation des investissements nationaux : le budget est passé de 6,2 millions de dollars américains en 2020 à environ 100 millions de dollars américains aujourd'hui, ce qui représente plus de 18 % du budget de l'éducation.

L'alimentation scolaire est également utilisée pour catalyser les systèmes alimentaires locaux. Le Rwanda donne la priorité aux aliments produits localement, créant ainsi des marchés stables pour les agriculteurs locaux et injectant des ressources dans les communautés rurales. Des partenariats avec des fondations ont soutenu des projets pilotes d'aliments complets enrichis, dans le but d'améliorer la qualité nutritionnelle. Une campagne nationale, « Let's Share Lunch » (Partageons notre déjeuner),

mobilise les contributions des parents, des communautés et de la diaspora, complétant ainsi le financement public et renforçant la responsabilité partagée. Le Rwanda expérimente également des modèles de cuisines centralisées, qui améliorent la qualité et la sécurité alimentaire, réduisent les coûts et créent des emplois locaux. Parallèlement, le pays reconnaît le défi que représente la dépendance au bois de chauffage pour la cuisine et a mis en place un groupe de travail sur la cuisson propre afin de favoriser la transition vers des solutions énergétiques plus propres et plus efficaces. Ensemble, ces mesures font de l'alimentation scolaire un facteur clé pour l'apprentissage, la croissance économique locale et la protection de l'environnement.

Ouganda

L'Ouganda illustre le paradoxe d'un pays qui bénéficie d'une sécurité alimentaire grâce à des terres fertiles et à une production excédentaire, alors que de nombreux élèves continuent de fréquenter l'école sans prendre de repas. Afin de répondre à ces enjeux, le gouvernement finalise sa première politique nationale d'alimentation scolaire, destinée à faire évoluer l'alimentation scolaire d'une simple intervention d'assistance vers un investissement stratégique en faveur du capital humain et du développement des économies locales. Cette politique est étroitement liée au modèle de développement paroissial, qui canalise les ressources vers le niveau administratif le plus bas, y compris des allocations importantes pour l'agriculture.

La stratégie repose sur trois piliers. Premièrement, l'autonomisation des petits agriculteurs grâce à des liens structurés avec le marché, avec des achats donnant la priorité aux coopératives agricoles et la création d'accords d'approvisionnement prévisibles qui encouragent les familles à passer de l'agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale. Deuxièmement, la promotion d'une agriculture sensible à la nutrition afin de garantir que les repas favorisent la santé et le développement des enfants. Troisièmement, l'adoption de modèles d'approvisionnement décentralisés qui obligent les écoles à acheter des denrées alimentaires dans leur propre district, ce qui réduit les coûts et les émissions et permet de conserver la valeur dans les communautés locales. Les premiers projets pilotes, notamment à Karamoja, ont donné des résultats positifs, avec une amélioration de l'assiduité et un engagement plus sérieux de la part des agriculteurs. L'Ouganda s'est fixé pour objectif que d'ici 2030, au moins la moitié des élèves reçoivent un repas quotidien et recherche des partenariats pour soutenir la mise en œuvre de cette approche.

Partenaires pour la promotion d'une alimentation scolaire respectueuse de l'environnement

Fondation Novo Nordisk

Le changement stratégique de la fondation Novo Nordisk, qui est passée d'un programme de recherche axé uniquement sur la santé à une approche plus large axée sur la durabilité et les maladies cardiométaboliques, l'a amenée à donner la priorité à l'alimentation scolaire issue de la production locale. Consciente que les maladies liées à l'alimentation sont aujourd'hui l'une des principales causes de mortalité prématurée, la fondation a identifié l'alimentation scolaire comme une intervention unique capable de relever simultanément plusieurs défis : nutrition, santé à long terme, agriculture durable et climat. Les premières actions se sont concentrées sur les contextes humanitaires en Afrique de l'Est, en mettant en relation les petits agriculteurs avec les marchés de l'alimentation scolaire et en soutenant des solutions de cuisson plus propre. Cela a depuis évolué vers un soutien aux programmes nationaux en Afrique de l'Est et en Inde, où l'accent est mis sur l'échelle et l'impact systémique.

La fondation a défini trois principaux domaines d'intervention. Premièrement, le soutien à la mise en œuvre et à l'amélioration du programme, notamment en rendant les systèmes d'approvisionnement plus efficaces pour les petits exploitants, en améliorant le fonctionnement du marché et en améliorant la qualité des repas pour des gains de santé à long terme. Deuxièmement, la recherche appliquée pour aider les gouvernements à faire des choix politiques plus affinés. Troisièmement, la technologie et l'innovation, notamment les projets qui utilisent des outils numériques et l'intelligence artificielle pour contrôler la qualité des repas scolaires et mettre en relation les innovateurs et les petites entreprises avec les chaînes de valeur de l'alimentation scolaire. La fondation a souligné son engagement en tant que partenaire à long terme, déterminé à aider les programmes à atteindre à la fois l'échelle et la qualité.

La fondation Rockefeller

La fondation Rockefeller s'est appuyée sur plus d'un siècle d'investissement dans l'alimentation et l'agriculture et a expliqué comment un récent pivot stratégique, passant de la productivité à la qualité alimentaire, a placé l'alimentation scolaire au premier plan de son agenda. La fondation a recherché des initiatives susceptibles de modifier les régimes alimentaires à grande échelle et a conclu que l'alimentation scolaire offrait une plateforme particulièrement puissante, un investissement à fort effet de levier capable de répondre simultanément à plusieurs objectifs de développement. La fondation a souligné que si la couverture est importante, la qualité nutritionnelle et la diversité des repas sont essentielles, et que de nouveaux outils permettent désormais de mesurer et d'améliorer la qualité des menus.

Les travaux soutenus par la fondation Rockefeller se concentrent sur l'approvisionnement local durable, la diversification des menus et des changements transformateurs simples, tels que le remplacement des céréales raffinées par des céréales complètes enrichies, qui peuvent améliorer les résultats en matière de santé à un coût égal ou inférieur. La fondation encourage également la création de fermes et de jardins scolaires de démonstration, qui servent de centres de vulgarisation agricole et d'apprentissage communautaire. Enfin, elle soutient les efforts visant à renforcer les capacités des États et à réduire les fuites et la corruption en partageant les meilleures pratiques et en renforçant la gouvernance. Dans tous ces domaines, l'alimentation scolaire est considérée comme un moyen d'aligner les objectifs en matière de santé, d'éducation, d'agriculture et de climat.

Closing reflections – World Food Programme

La session a souligné que l'alimentation scolaire n'a plus le statut d'une intervention sociale ou éducative, mais celui d'un levier stratégique pour transformer les systèmes alimentaires et faire progresser les objectifs climatiques et environnementaux. Les pays utilisent l'alimentation scolaire pour stimuler la demande en aliments locaux, variés et nutritifs, pour soutenir les petits agriculteurs et les agricultrices, pour promouvoir des méthodes de cuisson plus propres et pour sensibiliser la nouvelle génération à une alimentation durable. La recherche et la philanthropie fournissent des cadres, des données probantes et des outils qui aident les gouvernements à faire des choix éclairés et à maximiser l'impact de chaque repas servi. À l'approche de la COP30, les programmes d'alimentation scolaire se distinguent comme des moyens pratiques, évolutifs et politiquement pertinents d'apporter des avantages aux enfants, aux communautés et à la planète.



S.E. Mme Irere Claudette, ministre d'État chargée de l'Éducation, Rwanda



S.E. Dr Chan Sophea, sous-secrétaire d'État, ministère de l'Éducation, Cambodge

6. L'alimentation scolaire comme filet de protection sociale stratégique : renforcer la résilience et le capital humain

Cette session a mis en évidence la manière dont les gouvernements intègrent l'alimentation scolaire dans les systèmes nationaux de protection sociale afin de renforcer la résilience, de réduire la vulnérabilité et d'investir dans le capital humain en période de crise, de conflit, de chocs climatiques et d'instabilité économique. Cette approche répond à la Priorité 2 : passer des engagements à l'action au niveau national, et à la Priorité 1 : faire de l'alimentation scolaire une priorité politique et budgétaire à l'échelle mondiale.

Les exemples nationaux ont démontré que l'alimentation scolaire n'est plus considérée uniquement comme une intervention en matière de nutrition ou d'éducation. Il s'agit plutôt d'un pilier stratégique pour protéger les enfants, stabiliser les communautés et permettre un développement à long terme. Les programmes présentés au cours de la session ont permis de réduire les dépenses des ménages, d'augmenter la fréquentation scolaire et la rétention, d'améliorer la nutrition, de soutenir l'éducation des filles et de créer des emplois, en particulier pour les femmes travaillant dans les cuisines scolaires, les jardins scolaires et les chaînes d'approvisionnement.

Les pays ont souligné que l'alimentation scolaire joue un rôle stabilisateur en cas d'urgence, en rétablissant un sentiment de normalité et de dignité même dans les circonstances les plus difficiles. Un engagement politique fort, des cadres juridiques, une coordination interministérielle, une coresponsabilité communautaire et un financement national sont essentiels pour garantir que l'alimentation scolaire devienne un filet de protection sociale national permanent. Collectivement, les exemples ont réaffirmé que l'alimentation scolaire est un instrument rentable et à fort impact pour le développement humain.

■ Expériences nationales : l'alimentation scolaire comme protection sociale essentielle

Belize

Le Belize a rapidement étendu la couverture de son programme d'alimentation scolaire après la fermeture des écoles pendant la pandémie de COVID-19. Ce qui a commencé comme un projet pilote pour 900 élèves en 2022 est devenu le programme national d'alimentation saine « Healthy Start », qui dessert plus de 15 000 élèves, soit 12 % des élèves du primaire et 33 % des élèves du secondaire. Le gouvernement alloue 1,50 dollar américain par enfant et par jour (3 dollars béliens), ce qui permet à 78 écoles de bénéficier de repas gratuits et nutritifs.

Le programme donne la priorité aux aliments locaux sains, au renforcement des capacités des cuisiniers et à l'éducation nutritionnelle intégrée grâce à des initiatives de jardins scolaires coordonnées avec les ministères de l'Agriculture et de la Santé. Il réduit également les dépenses des ménages et fournit un emploi formel à plus de trois cents cuisiniers, pour la plupart des mères. En 2024, le Cabinet a approuvé la première politique alimentaire et nutritionnelle scolaire, fondée sur les droits à l'alimentation, à la nutrition, à la santé et à l'éducation. Le Belize vise à étendre la couverture et à réaliser l'institutionnalisation du programme, en s'inspirant de l'expérience de pays tels que le Brésil et en collaborant étroitement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation panaméricaine de la santé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le PAM.

Burkina Faso

Le Burkina Faso est confronté à des conflits, à des déplacements internes et à une population très jeune, dont plus de 40 % ont moins de 15 ans. Les cantines scolaires constituent des filets de protection sociale essentiels qui permettent de maintenir les enfants à l'école pendant les crises et de soutenir la résilience des communautés. Le gouvernement investit environ 300 millions de dollars américains (18 milliards de francs CFA) chaque année dans l'alimentation scolaire. Malgré les défis liés à la décentralisation, les autorités nationales ont renforcé leur leadership afin de garantir la cohérence de la prestation des services.

Une innovation phare est le modèle « Une école, une culture, une ferme scolaire », qui intègre l'agriculture, la nutrition et l'éducation. Les écoles cultivent des champs et des jardins qui nourrissent les élèves et leur enseignent des compétences agricoles, le sens des responsabilités et la gestion de l'environnement. Les conseils communautaires, composés notamment de parents et de dirigeants locaux, participent à la gestion des cantines. De nombreuses écoles fournissent déjà des repas quotidiens à base de produits locaux, et le gouvernement vise à passer à plusieurs repas par jour. Ce modèle endogène renforce l'autonomie et reflète l'approche culturelle et économique plus large du Burkina Faso.

République démocratique du Congo (RDC)

En République démocratique du Congo également, l'alimentation scolaire constitue un outil essentiel de la protection sociale. Une nouvelle stratégie d'alimentation scolaire nationale pour 2025-2030 a été validée cette année, établissant une coordination multisectorielle entre les ministères de l'Éducation, de la Santé, de l'Agriculture, des Finances et du Budget. Avec le soutien du PAM, le pays a atteint 900 000 enfants dans 180 écoles en 2023 et a étendu son action aux écoles complémentaires l'année suivante.

Compte tenu de l'insécurité dans l'est du pays et des chocs climatiques récurrents, la stratégie donne la priorité aux zones rurales et aux zones d'urgence. Lorsque les écoles ne peuvent pas fonctionner, des rations à emporter à la maison assurent la continuité. Les jardins scolaires et les champs communautaires servent d'espaces d'apprentissage pratiques, où les enfants apprennent la nutrition, l'agriculture, l'hygiène et l'utilisation responsable des aliments. Le financement constitue le principal défi. Le gouvernement collabore avec les communautés, les parents, les associations de femmes, le secteur privé et ses partenaires afin de diversifier les sources de financement, notamment grâce à des mécanismes nationaux et internationaux innovants. L'objectif à long terme est que chaque cantine scolaire favorise l'équité, renforce l'agriculture locale et contribue à la paix et au développement humain.

Honduras

Le Honduras a présenté un programme national complet qui touche plus de 1,3 million d'enfants et couvre 90 % des établissements d'enseignement. Mis en œuvre avec le PAM et coordonné avec les ministères du Développement social et de l'Éducation, ce programme est au cœur du système de protection sociale du pays. Il repose sur six piliers : approvisionnement local, repas durables et adaptés à la culture locale, maintien à l'école, amélioration de la nutrition et du développement cognitif, adaptation au climat et continuité du service.

Le taux d'abandon scolaire est passé de 1,7 % à 0,7 %. Une initiative pilote de « repas frais », soutenue par le PAM et la fondation Rockefeller, fournit des fruits et des légumes à 173 écoles

tout en soutenant davantage les producteurs locaux. Des défis persistent en raison de l'insécurité alimentaire, de la pauvreté, de la vulnérabilité climatique, de la pression fiscale et de la réduction des financements extérieurs. Néanmoins, le Honduras a réaffirmé son engagement à développer et à maintenir l'alimentation scolaire en tant qu'investissement stratégique dans la résilience, l'équité et le développement humain.

Pérou

Le Pérou, en plaçant son programme national établi en 2012, s'inscrit dans une politique nationale plus large de développement social à l'horizon 2030. Il touche désormais plus de quatre millions d'élèves dans 67 000 établissements scolaires situés dans des zones rurales, urbaines, autochtones et frontalières. En plaçant le programme sous la tutelle du ministère du Développement et de l'Inclusion sociale, le Pérou a réalisé l'institutionnalisation de l'alimentation scolaire nationale en tant que mesure fondamentale de protection sociale favorisant le bien-être, la nutrition, l'éducation et l'égalité des chances. Le programme touche désormais plus de quatre millions d'élèves dans 67 000 établissements situés dans des zones rurales, urbaines, autochtones et frontalières.

Si les opérations logistiques fonctionnent à grande échelle, le Pérou a souligné la nécessité de renforcer le partage des responsabilités, le suivi communautaire et l'approvisionnement local auprès des agriculteurs familiaux. La production de données probantes reste essentielle pour l'expansion nationale des approches locales. La pandémie a également renforcé la capacité d'adaptation du Pérou, faisant de l'alimentation scolaire un instrument de protection sociale flexible en cas d'urgence. Le pays a été salué dans le rapport sur la situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2024 pour avoir réussi à maintenir ses services lorsque les écoles ont été fermées. Le Pérou continue de promouvoir la coordination multisectorielle entre les ministères de l'Éducation, de la Santé, de l'Agriculture et de la Production, et se félicite de la coopération Sud-Sud qui permet d'accélérer les progrès.

Somalie

La Somalie se remet de plusieurs décennies de conflit qui ont considérablement affaibli les services publics. Le taux de scolarisation dans le primaire, qui était auparavant de 24 %, approche désormais les 40 %, et le nombre d'enfants non scolarisés est passé de 5 millions à 3 millions. L'alimentation scolaire est essentielle pour soutenir ces progrès. Avec le soutien de ses partenaires, la Somalie a touché 217 000 enfants au cours des deux dernières années et a adopté une politique nationale et un plan de transformation quinquennal visant à assurer la couverture primaire universelle d'ici 2030.

Pour la première fois, le financement national figurera dans le budget national en 2026. Le pays développe également le cofinancement grâce à des partenariats avec les secteurs de la finance, de l'agriculture, les administrations locales, les parents, les acteurs économiques et les partenaires internationaux, notamment par le biais d'échanges de dettes et de mécanismes mixtes. Des défis subsistent en raison des sécheresses récurrentes, des chocs alimentaires et de l'insécurité, mais l'engagement politique est fort et le gouvernement prévoit de passer d'une couverture de 10 % aujourd'hui à un accès universel d'ici 2030.

Ukraine

L'Ukraine a présenté l'alimentation scolaire comme un investissement essentiel dans le capital humain en temps de guerre. Malgré les attaques contre les infrastructures, le pays poursuit une réforme nationale lancée il y a cinq ans, qui rassemble les ministères de l'Éducation, de la Santé et de l'Agriculture afin de moderniser la nutrition scolaire. Aujourd'hui, plus d'un million d'élèves

de la première à la quatrième année reçoivent des repas sains, et le gouvernement prévoit d'étendre la couverture à trois millions d'élèves d'ici 2026. Les principales priorités comprennent la modernisation des cuisines, la mise à niveau des équipements et la formation de 6 000 cuisiniers au cours des deux prochaines années.

Le conflit a contraint l'Ukraine à construire des écoles souterraines afin d'assurer la sécurité des enfants tout en maintenant les services éducatifs et nutritionnels. Les efforts visent également à modifier les habitudes alimentaires des parents en faveur d'une alimentation plus saine, avec le soutien de campagnes de communication à l'échelle nationale. La réforme est coordonnée par une petite équipe nationale qui a assuré la continuité, démontrant que même dans des circonstances extrêmes, il est possible d'assurer une alimentation quotidienne et la stabilité grâce aux écoles.

Réflexions finales – Finlande

La Finlande a conclu en expliquant comment, dans son histoire, l'alimentation scolaire a contribué à la reconstruction après la guerre et à la création d'une société plus égalitaire. Aujourd'hui, tous les enfants finlandais reçoivent chaque jour un repas nutritif financé par les pouvoirs publics, ce qui renforce leur santé, leur apprentissage et la cohésion sociale. La session a démontré le pouvoir du leadership national lorsque l'alimentation scolaire est intégrée dans tous les secteurs, renforce les droits des enfants et contribue à la consolidation de la paix et à la résilience.

Les exemples de leadership du Belize, du Burkina Faso, de la RDC, du Honduras, du Pérou, de la Somalie et de l'Ukraine montrent comment les programmes d'alimentation scolaire peuvent s'adapter aux crises, renforcer les économies locales, autonomiser les agriculteurs locaux, préserver l'éducation et soutenir la formation du capital humain. En tant que coprésidente de la Coalition pour l'alimentation scolaire, la Finlande a réaffirmé son engagement par un soutien politique, technique et financier, notamment 13,5 millions de dollars (12,5 millions d'euros) pour la période 2023-2025. La session s'est terminée par un appel à promouvoir l'alimentation scolaire en tant que bien public mondial et promesse faite à chaque enfant.



S.E. M. Oscar Requena, ministre de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie, Belize



De gauche à droite : S.E. Ville Tavio, ministre du Commerce extérieur et du développement, Finlande ; **S.E. M. Farah Sheikh Abdulkadir**, ministre de l'éducation, de la culture et de l'enseignement supérieur, Somalie ; **S.E. M. Jacques Sosthène Dingara**, ministre de l'éducation de base, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales, Burkina Faso ; **M. Edem Adamanov**, vice-ministre de la santé, Ukraine ; **S.E. Mme Fanny Montellanos Carbajal**, ministre du développement et de l'inclusion sociale, Pérou ; **S.E. Mme Raïssa Malu**, ministre de l'éducation nationale et de la nouvelle citoyenneté, République démocratique du Congo ; **S.E. l'ambassadrice Cindy Larissa Rodríguez**, vice-ministre de la coopération internationale et de la promotion, Honduras ; **S.E. M. Oscar Requena**, ministre de l'éducation, des sciences et de la technologie, Belize

7. Le pouvoir des villes et des municipalités : stimuler l'innovation et la responsabilité au niveau local

Cette session a montré comment les villes deviennent des acteurs essentiels dans la promotion de programmes d'alimentation scolaire, nutritifs, durables et équitables. Grâce à l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir », les maires champions et les dirigeants de municipalités ont démontré que les gouvernements locaux disposent de leviers uniques pour transformer les systèmes alimentaires, développer l'innovation et renforcer la responsabilité. Leurs exemples ont illustré comment les villes combinent approvisionnement, infrastructures, engagement communautaire, éducation alimentaire et protection sociale, transformant ainsi l'alimentation scolaire en un puissant instrument de développement local. La session était directement liée à la Priorité 5 : donner aux villes et aux municipalités les moyens de progresser, et a renforcé la Priorité 2 : passer des engagements à l'action au niveau national.

■ Initiative « Les villes nourrissent l'avenir » : une dynamique mondiale pour le leadership local

Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine

Le Secrétariat du Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine a souligné le rôle croissant des villes dans la transformation des systèmes alimentaires à travers le monde. Avec plus de 330 maires engagés dans le pacte, les dirigeants urbains exploitent un large éventail d'outils politiques : agriculture urbaine et périurbaine, gestion des marchés de gros, systèmes d'aide alimentaire et prévention du gaspillage alimentaire. Parmi ceux-ci, l'alimentation scolaire est apparue comme le levier le plus influent pour promouvoir la nutrition, la durabilité et l'équité sociale.

L'initiative « Les villes nourrissent l'avenir », lancée lors du premier Sommet de la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2023, s'articule autour de trois piliers : le plaidoyer, l'échange de bonnes pratiques et la recherche. Des maires champions, notamment ceux d'Addis-Abeba, de Bangkok, de Copenhague, de Nairobi, de Milan, de Séoul et de São Paulo, proposent des modèles qui inspirent les autres. Ces villes, ainsi que tous les signataires du Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine qui ont mis en place un programme d'alimentation scolaire, ont contribué à l'enrichissement de la base de données mondiale de la Coalition pour l'alimentation scolaire développée par l'Initiative sur le Suivi et les Données, en fournissant des données au niveau des villes. Cela montre comment, même au sein d'un même pays, les villes peuvent être confrontées à des défis différents, appelant des types de soutien variés.

Le Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine a présenté la nouvelle étude de cas élaborée en collaboration avec le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire sur le programme d'alimentation scolaire de Milan, qui décrit un modèle dédié et évolutif pour aider les villes à cartographier et à analyser leurs systèmes d'alimentation scolaire.

L'étude de cas sur Milan montre comment cette ville a mis en place l'un des services de repas scolaires publics les plus innovants au monde. L'alimentation scolaire dans la ville remonte à 1900 et dessert aujourd'hui 77 000 enfants chaque jour grâce à un réseau complexe de cuisines centrales, de quartier et satellites. Dans le cadre de la politique alimentaire de Milan, l'alimentation scolaire est devenue le principal moteur de la ville en matière de systèmes alimentaires durables et de nutrition. Milan a réduit de 36 % ses émissions liées à l'alimentation entre 2015 et 2024, dépassant largement son objectif pour 2030, tout en réduisant de 81 % ses achats de viande rouge et en multipliant par neuf sa consommation de protéines végétales. 64 % de ses ingrédients

proviennent désormais de fournisseurs biologiques. Ces résultats ont été obtenus grâce à un approvisionnement durable, à la refonte des menus scolaires, à des incitations comportementales dans les cantines et à un engagement fort auprès des familles et des enseignants. Bien que des défis subsistent, notamment en ce qui concerne l'acceptation par les enfants des légumineuses et des nouvelles recettes, le modèle de Milan démontre comment l'innovation, les données probantes et la participation de la communauté peuvent transformer l'alimentation scolaire à grande échelle.

Le secrétariat du Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine a également présenté une collaboration majeure avec l'ASEAN, financée par le ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. Cette initiative a mobilisé vingt-neuf villes dans huit pays et a abouti à deux résultats clés : un programme de formation des cadres pour les responsables municipaux des États membres de l'ASEAN et six études de faisabilité détaillées. Ces résultats permettent désormais aux villes d'améliorer la qualité et la durabilité de leurs programmes d'alimentation scolaire, démontrant ainsi la valeur de la coopération internationale pour renforcer les capacités des Municipalités et la reproductibilité de ces actions.

■ Débat des maires champions : l'innovation locale en action

Belo Horizonte, Brésil

Belo Horizonte a présenté une solution innovante à un défi commun : garantir l'accès à une alimentation nutritive pendant les vacances scolaires, lorsque les enfants perdent leur principale source de repas quotidiens. La ville fournit des paniers alimentaires aux ménages vulnérables pendant les vacances scolaires. S'appuyant sur une approche interministérielle et des bons numéros échangeables dans les supermarchés, le programme préserve la dignité, évite les files d'attente et garantit aux familles un accès sûr et efficace à la nourriture. Une équipe de nutritionnistes a conçu le contenu des paniers, et des systèmes de données identifient les familles les plus démunies. Aujourd'hui, le programme soutient 35 000 ménages et touche plus de 80 % des familles à faibles revenus. Le modèle de Belo Horizonte illustre comment les administrations locales peuvent créer des filets de protection sociale efficaces et centrés sur l'humain qui s'étendent au-delà de l'année scolaire.

Fortaleza, Brésil

Le maire de Fortaleza a présenté les efforts globaux déployés par la municipalité pour reconstruire l'infrastructure scolaire et améliorer les conditions d'apprentissage dans un réseau de 630 écoles accueillant 270 000 élèves. Dès son entrée en fonction, la municipalité a lancé de vastes réformes : rénovation complète des écoles, amélioration substantielle de la climatisation et investissements importants dans les conditions de travail du personnel.

Une refonte complète des menus, conforme aux directives nationales, garantit désormais des repas équilibrés et adaptés à la culture locale, provenant d'agriculteurs locaux. Le maire a souligné que le programme d'alimentation scolaire profite non seulement aux enfants, mais aussi aux enseignants et aux administrateurs, renforçant ainsi la cohésion au sein des communautés scolaires. Fortaleza a également étendu son aide alimentaire du soir aux familles vulnérables, complétant ainsi l'alimentation scolaire par une aide sociale plus large. Ces initiatives ont déjà permis à des dizaines de milliers d'habitants de sortir de la pauvreté. De plus, Fortaleza a rejoint le réseau du Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine, renforçant ainsi son engagement en faveur de systèmes alimentaires durables et d'un leadership au niveau des villes.

Engagements et prochaines étapes pour les villes nourrissant l'avenir

Le secrétariat du Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine a mis en avant une série d'engagements visant à renforcer le leadership municipal au sein de la Coalition et à renforcer la gouvernance alimentaire à plusieurs niveaux :

- élargir la bibliothèque d'études de cas sur les maires champions,
- enrichir la base de données mondiale de la Coalition avec des contributions détaillées au niveau des villes,
- aider les villes de l'ASEAN à mettre en œuvre des études de faisabilité,
- organiser des dialogues nationaux et régionaux supplémentaires, en commençant par l'Indonésie,
- proposer de nouvelles sessions de formation des cadres pour les villes,
- annoncer une nouvelle cohorte de maires champions lors du Forum mondial du Pacte de Milan en octobre.

Réflexions finales – Brésil

Le Brésil a souligné le rôle essentiel des gouvernements locaux pour l'avenir de l'alimentation scolaire. Les municipalités sont le lieu où les politiques deviennent réalité, où les systèmes de distribution fonctionnent et où les écoles, les marchés, les cuisines communautaires et les familles se rencontrent. L'expérience du Brésil dans la mise en place du Réseau scolaire durable en Amérique latine et dans les Caraïbes montre l'impact transformateur de la collaboration entre les niveaux local et national. Les intervenants ont souligné que les maires, en raison de leur proximité avec les communautés, sont particulièrement bien placés pour agir avec sensibilité, rapidité et précision.

La session s'est terminée par un appel à renforcer la gouvernance à plusieurs niveaux, à approfondir la coopération entre les systèmes nationaux et municipaux, et à veiller à ce que les villes continuent à servir de moteurs de l'innovation. Le leadership des villes est essentiel pour faire progresser l'équité, la durabilité et le droit à des repas nutritifs pour chaque enfant.



De gauche à droite : **M. Filippo Gavazzeni**, chef du secrétariat du Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine ; **Mme Darklane Rodrigues**, secrétaire à la sécurité alimentaire et à la nutrition de Belo Horizonte ; **Mme Serena Duraccio**, responsable du secrétariat du Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine ; **Mme Ottavia Pieretto**, responsable du secrétariat du Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine ; **M. Evandro Sá Barreto Leitão**, maire de Fortaleza.

8. Tenir ses engagements : les gouvernements et les partenaires font progresser l'alimentation scolaire pour tous les enfants

Cette session a mis en évidence la manière dont les gouvernements, la société civile et les partenaires internationaux unissent leurs forces pour traduire la vision de la Coalition pour l'alimentation scolaire en progrès concrets pour les enfants. S'appuyant sur la dynamique créée depuis le premier Sommet mondial à Paris, les intervenants ont réfléchi aux progrès documentés dans le Rapport sur la situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2024 et ont souligné que l'accès universel aux repas scolaires ne sera possible que grâce à des partenariats solides et coordonnés. La discussion a mis l'accent sur les expériences des enfants, a présenté les efforts nationaux visant à étendre et à renforcer les programmes d'alimentation scolaire, et a examiné la manière dont la société civile répond à l'appel à l'action lancé en 2023 dans la [Déclaration conjointe de la société civile avant le 2e Sommet mondial de la Coalition pour l'alimentation scolaire](#).

La session a également montré comment les coalitions créées lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires travaillent désormais ensemble pour favoriser la transformation des systèmes alimentaires. À travers des exemples nationaux, des recherches menées par des enfants et les réflexions de dirigeants autochtones, les participants ont souligné que l'alimentation scolaire doit être inclusive, adaptée à la culture et fondée sur les droits et la dignité de chaque enfant. Ces efforts renforcent la Priorité 2 : passer des engagements à l'action au niveau national, et la Priorité 6 : donner la priorité à la participation et au plaidoyer de haut niveau, alors que les gouvernements et les partenaires s'engagent à étendre les programmes et à maintenir la dynamique jusqu'en 2030.

■ Voix des enfants et recherches menées par des enfants

L'un des moments forts de la session a été la présentation des résultats d'une initiative de recherche menée par des enfants, « The Child Now », mise en œuvre dans 13 pays. Grâce à une vidéo et à l'intervention d'un jeune chercheur de Fortaleza, les voix de plus d'un millier d'enfants ont été entendues lors du Sommet. Les enfants ont décrit ce que l'alimentation scolaire signifie dans leur vie quotidienne et comment ils influencent leur capacité à apprendre, à grandir et à se sentir respectés.

La chercheuse adolescente a souligné que les enfants souhaitent participer activement à l'élaboration des politiques et des programmes, non seulement en tant que bénéficiaires, mais aussi en tant que partenaires. Elle a insisté sur le fait que des repas de bonne qualité aident les enfants à se concentrer, à rester à l'école et à se sentir valorisés, et a appelé les dirigeants politiques et les autorités à écouter le point de vue des enfants et à améliorer en conséquence l'alimentation scolaire. Son message était clair : les enfants considèrent l'alimentation scolaire comme un droit et s'attendent à être entendus lorsque des décisions sont prises concernant leur alimentation.

Leadership du gouvernement et soutien des partenaires

Haïti

Haïti a présenté les cantines scolaires comme un outil essentiel pour améliorer la nutrition, l'apprentissage et le développement économique local. La présence des ministres de l'Agriculture et de l'Éducation au Sommet a souligné la priorité accordée à l'alimentation scolaire. Le gouvernement a adopté un modèle d'approvisionnement local qui consacre chaque mois des ressources importantes à la production alimentaire nationale, combinant l'agriculture familiale et une agriculture plus structurée afin de renforcer l'approvisionnement en céréales, en bétail et en légumes.

Les efforts comprennent la formation technique des agriculteurs, l'investissement dans les infrastructures liées aux ressources en eau et le soutien aux micro-entrepreneurs et aux start-ups qui améliorent la production, le stockage et la distribution liés aux cantines scolaires. En conséquence, le programme national touche plus d'un million d'élèves et étend sa couverture. Haïti travaille en étroite collaboration avec des partenaires tels que la FAO, la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale, le PAM et des agences bilatérales afin de soutenir et d'étendre le programme d'alimentation scolaire. Le pays a appelé à un financement plus prévisible qui fasse le lien entre les budgets humanitaires et ceux consacrés au développement, et a souligné la valeur de la coopération Sud-Sud, en particulier avec le Brésil. L'alimentation scolaire a été présentée comme une responsabilité partagée, réunissant le gouvernement, les communautés et les partenaires afin de protéger les enfants et de soutenir les agriculteurs.

Zimbabwe

Le Zimbabwe a décrit l'alimentation scolaire comme obligatoire et essentielle à sa vision d'une éducation de qualité. Le programme couvre plus de 8 000 écoles primaires et bénéficie à environ 3,6 millions d'élèves, avec un financement direct du ministère des Finances. Environ 5 millions de dollars américains sont alloués chaque année pour garantir que chaque enfant, de la petite enfance à la septième année, reçoive au moins un repas chaud et nutritif chaque jour d'école. L'engagement politique est fort et visiblement soutenu par les dirigeants nationaux.

La mise en œuvre repose sur les unités commerciales des écoles et une approche pangouvernementale qui mobilise les partenaires agricoles, sanitaires et sociaux. Les parents et les élèves participent à la culture des légumes, et le gouvernement a foré des milliers de puits et soutenu les unités commerciales villageoises qui fournissent des produits frais aux écoles. Lorsque le pays a été confronté à une sécheresse provoquée par El Niño, des approvisionnements d'urgence en maïs et en riz ont été distribués afin de garantir l'accès des enfants à la nourriture. Le Zimbabwe collabore avec le PAM, l'UNICEF et des partenaires mondiaux dans le domaine de l'éducation pour renforcer le programme et s'inspire de l'expérience du Brésil. L'alimentation scolaire a amélioré l'assiduité, la rétention, la ponctualité et les résultats scolaires, car les enfants viennent à l'école en sachant qu'ils auront à manger.

La société civile répond à l'appel à l'action

Les organisations de la société civile ont rendu compte de l'appel à l'action lancé lors du premier Sommet mondial. Un réseau comprenant Catholic Relief Services, la Global Child Nutrition Foundation, le Réseau parlementaire international pour l'éducation, Mary's Meals, Plan International, le Mouvement de la société civile SUN et World Vision s'est efforcé de renforcer les

programmes d'alimentation scolaire menés par les gouvernements et de rehausser le rôle de la société civile en tant que partenaire stratégique.

Des exemples provenant de plusieurs pays illustrent cette contribution. Au Vietnam, la société civile a soutenu l'extension de l'alimentation scolaire aux jardins d'enfants, créé des potagers scolaires et modernisé les infrastructures culinaires, ce qui a permis d'améliorer de manière significative la nutrition des enfants. Au Kenya, des organisations ont mis en relation des femmes entrepreneurs du secteur agricole avec des écoles, améliorant ainsi l'alimentation, la fréquentation scolaire et les moyens de subsistance locaux. Au Honduras, la collaboration avec le ministère de l'Éducation a contribué à améliorer les résultats en matière d'alphabétisation. La société civile participe également à l'analyse budgétaire, au plaidoyer et aux litiges stratégiques afin d'améliorer la transparence, de réduire les frais illégaux et de renforcer la responsabilité, comme le démontrent des initiatives telles que Elimika Bora au Kenya.

La représentante de la société civile a souligné que les programmes d'alimentation scolaire sont couronnés de succès lorsque les gouvernements et la société civile travaillent ensemble dès le début, en concevant conjointement des programmes qui reflètent les réalités locales. Elle a encouragé les gouvernements à réduire les obstacles à la participation des petites organisations, à investir dans des actions de plaidoyer et de recherche conjointes, et à reconnaître que « nourrir les enfants est l'affaire de tous » : les gouvernements fournissent le mandat et le cadre, tandis que la société civile peut apporter son expertise technique, sa proximité avec les communautés et son esprit d'innovation.

Réflexions des partenaires et des coalitions

World Vision International a dressé le bilan du chemin parcouru depuis le premier Sommet mondial, soulignant tout ce qui a été accompli collectivement et les progrès tangibles démontrés par les dernières données sur l'état de l'alimentation scolaire. L'organisation a mis en avant l'importance de commencer par écouter la voix des enfants, le rôle moteur des gouvernements dans des pays tels que Haïti et le Zimbabwe, et le rôle central de l'expérience du Brésil comme référence pour de nombreux programmes. Le message était que la planification conjointe avec la société civile et les communautés dès le début permet de mettre en place des systèmes d'alimentation scolaire plus robustes et plus durables.

Dans la dernière partie de la session, la directrice du secrétariat de la Coalition pour l'alimentation scolaire du Programme alimentaire mondial a établi un lien entre les discussions du Sommet et une responsabilité intergénérationnelle plus large. Elle a évoqué plus de deux décennies de travail dans le domaine de l'alimentation scolaire et a souligné que la génération actuelle a le devoir moral de faire mieux pour les enfants face aux changements climatiques et à la dégradation de l'environnement.

Lors d'un dialogue avec le président du Forum permanent des Nations unies sur les questions autochtones et la Coalition des systèmes alimentaires des peuples autochtones, la conversation a porté sur l'importance des systèmes alimentaires autochtones et de l'identité culturelle. Elle a souligné que les systèmes alimentaires autochtones sont durables, régénérateurs et profondément enracinés dans le respect de la nature. L'intégration des aliments et des connaissances autochtones dans l'alimentation scolaire peut aider les enfants à être fiers de leur identité, renforcer leur identité culturelle et leur enseigner des pratiques durables. Le président du Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones a invité les gouvernements à collaborer avec les communautés autochtones afin que les futurs Sommets puissent présenter des programmes d'alimentation scolaire adaptés à la culture et fondés sur les connaissances autochtones.

Réflexions finales – France

La France a clôturé la session en réaffirmant que seuls des partenariats solides et des approches inclusives permettront d'obtenir des résultats. La collaboration avec les Nations Unies et la société civile a permis à davantage d'enfants de bénéficier de l'alimentation scolaire. Les aliments cultivés et préparés localement, y compris les pratiques autochtones, doivent être valorisés dans les systèmes d'alimentation scolaire.

Pour l'avenir, la France a appelé à un multilatéralisme et à des approches multisectorielles plus forts, reliant l'éducation, la santé, l'agriculture et la protection sociale ; c'est précisément le type de travail intégré que l'alimentation scolaire peut ancrer. La France a réitéré sa fierté de soutenir la Coalition pour l'alimentation scolaire et son réseau de partenaires de la société civile dans de nombreux pays. Le message de clôture était clair : l'alimentation scolaire n'est pas seulement un instrument de politique publique, mais aussi un engagement social et politique visant à donner à chaque enfant la possibilité d'apprendre, de bien grandir et de participer à la construction de sociétés plus résilientes, innovantes et ancrées dans leurs communautés.



De gauche à droite : **Mme Davila**, chercheuse adolescente ; **S.E. M. Vernet Joseph**, ministre de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural, Haïti ; **Mme Dana Buzducea**, vice-présidente chargée du plaidoyer et des relations extérieures, World Vision International ; **S.E. M. Torerayi Moyo**, ministre de l'Enseignement primaire et secondaire, Zimbabwe ; **Mme Haydee Diaz**, Catholic Relief Services et représentante du réseau des organisations de la société civile.



Mme Aluki Kotierk, présidente du Forum permanent sur les questions autochtones et de la Coalition pour les systèmes alimentaires des peuples autochtones ; Mme Carmen Burbano, directrice du secrétariat de la Coalition pour l'alimentation scolaire et directrice des programmes d'alimentation scolaire et de la Protection sociale, Programme alimentaire mondial

9. La marche à suivre

Le deuxième Sommet mondial de la Coalition pour l'alimentation scolaire a réaffirmé un engagement mondial commun : l'alimentation scolaire est l'un des investissements les plus puissants qu'un pays puisse faire pour ses enfants, son économie et sa stabilité future. Pendant deux jours à Fortaleza, les gouvernements, les villes, la société civile, les partenaires de développement, les chercheurs et les jeunes ont présenté des données probantes et des actions concrètes démontrant comment l'alimentation scolaire est devenue une priorité stratégique dans les domaines de l'éducation, de la santé, des systèmes alimentaires, de la résilience climatique et de la protection sociale.

Le Sommet a marqué un tournant décisif dans l'expansion de la Coalition : 23 nouveaux États membres et organismes régionaux ont rejoint la Coalition, ainsi que 46 nouveaux partenaires, portant le nombre total de gouvernements membres à 111 et celui des partenaires à 150. Les nouveaux membres proviennent d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, du Pacifique et d'Europe, du Belize, de Djibouti, du Ghana et de la Guinée-Bissau à l'Indonésie, la Jordanie, la République de Corée, la Slovaquie, l'Uruguay, le Yémen, en passant par des organismes régionaux tels que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté de développement de l'Afrique australe, l'Organisation des États des Caraïbes orientales et la Communauté des pays de langue portugaise. Leur adhésion témoigne de la confiance croissante accordée à la Coalition en tant que moteur du progrès national et de la collaboration mondiale.

Les leaders ont également assisté au lancement de deux biens publics majeurs : le rapport « Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2024 » et la base de données mondiale actualisée de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Le rapport « Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2024 » a révélé qu'un nombre sans précédent de 466 millions d'enfants ont été touchés à l'échelle mondiale, soulignant non seulement l'ampleur des investissements réalisés, mais aussi la nécessité d'un soutien soutenu aux contextes à faible revenu et touchés par des crises. La base de données mondiale élargie, guidée par l'Initiative de la Coalition sur le Suivi et les Données, renforce la transparence et la responsabilité, en fournissant une plateforme fiable pour des données comparables sur la couverture, le financement et la qualité des programmes de l'alimentation scolaire.

Lors du Sommet, plus de 40 gouvernements ont présenté de nouveaux engagements nationaux, portant le total à 66. Ces engagements ont été accompagnés de près de 50 examens nationaux volontaires, démontrant une responsabilité et une harmonisation croissantes avec les objectifs de la Coalition. Le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire a présenté son quatrième rapport annuel de recherche, soulignant les données probantes que l'alimentation scolaire constitue un investissement fondamental dans le capital humain, et s'engageant à poursuivre les analyses de rentabilité, les études de cas et les outils d'aide à la décision avec les gouvernements.

Les villes sont également apparues comme des acteurs centraux dans l'écosystème de l'alimentation scolaire. Dans le cadre de l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir », le Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine et ses maires champions ont présenté des approches innovantes dirigées par la ville en faveur de systèmes alimentaires scolaires sains et durables, allant de la réorientation de l'approvisionnement vers les produits végétaux à Milan au programme de paniers alimentaires dignes de Belo Horizonte, en passant par le nouveau modèle de programme d'alimentation scolaire lancé à Fortaleza. La ville de Fortaleza a également rejoint le Pacte de Milan et l'initiative, démontrant ainsi le leadership croissant des maires.

Les partenaires ont renforcé leurs contributions sur plusieurs fronts. L'Initiative sur le Financement Durable de la Coalition a annoncé des plans visant à aider les pays non seulement à élaborer des stratégies de financement, mais aussi à les mettre en œuvre. World Vision et ses partenaires ont lancé le projet de recherche mené par des enfants « *School Meals in Our Words* » (Les repas scolaires selon nous), qui relaie les témoignages de plus de 1 000 enfants dans 13 pays. Le réseau de la société civile a présenté un rapport d'étape détaillé à la suite de son appel à l'action de 2023 et a approuvé de nouveaux engagements communs pour les deux à trois prochaines années afin de renforcer les systèmes d'alimentation scolaire inclusifs et dirigés par les gouvernements. Parallèlement, la Coalition des peuples autochtones pour les systèmes alimentaires a appelé à une plus grande reconnaissance des pratiques alimentaires culturelles, des connaissances traditionnelles et de la gestion environnementale dans les programmes d'alimentation scolaire.

Perspectives d'avenir

Alors que la Coalition s'apprête à passer à la phase suivante de son action, les États membres et les partenaires ont défini un programme tourné vers l'avenir :

- L'alimentation scolaire sera davantage intégrée dans les politiques nationales et les processus décisionnels, en la reconnaissant comme un investissement social et économique essentiel. L'élan sera donné pour atteindre 150 millions d'enfants supplémentaires d'ici 2030, en s'appuyant sur l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté et les résultats du Sommet « Nutrition pour la Croissance » (« *Nutrition for Growth* », dit « N4G »).
- L'apprentissage collectif et le partage des connaissances resteront au cœur des préoccupations. Les initiatives de la Coalition continueront à fournir une assistance technique, à faciliter les échanges entre pairs et à faire progresser la recherche afin d'aider les pays à surmonter les obstacles en matière de conception, de mise en œuvre et de suivi.
- Les institutions financières internationales joueront un rôle croissant en aidant les gouvernements à surmonter les contraintes budgétaires et à développer des modèles durables et locaux. La collaboration avec ces institutions — et les mécanismes de financement innovants — sera essentielle pour débloquer les investissements à l'échelle requise.
- La mobilisation locale sera privilégiée. Les organisations de la société civile, les municipalités et les réseaux régionaux tels que le Réseau d'alimentation scolaire durable (RAES) continueront à renforcer les systèmes nationaux grâce à leur expertise technique, à l'Engagement communautaire et à des partenariats multisectoriels.
- Les actions de plaidoyer et la visibilité s'étendront à l'ensemble des grandes plateformes mondiales, notamment l'Union africaine, le G7, le G20, l'Assemblée générale des Nations Unies et les négociations des Nations Unies sur le climat (COP31). La Coalition continuera de mettre en avant les avantages intersectoriels de l'alimentation scolaire, qu'il s'agisse de l'éducation, de la nutrition, de l'égalité des genres, des économies locales ou de la résilience climatique.
- Le Programme alimentaire mondial continuera d'accueillir le secrétariat, en soutenant l'orientation stratégique, la coordination et l'engagement au sein de la Coalition.
- La Coalition se réunira à nouveau lors de la réunion ministérielle de son groupe de travail en 2026 et lors du troisième sommet mondial en 2027, qui constitueront des moments clés pour examiner les progrès accomplis, renouveler les engagements et renforcer les partenariats.

